

# Convergence FASB-IASB 2026 : Différences entre IFRS et US GAAP

Publié le 16 mai 2026 61 min de lecture



## Résumé analytique

Les efforts visant à aligner les PCGR des États-Unis (U.S. GAAP) sur les Normes internationales d'information financière (IFRS) continuent d'évoluer, mais une véritable convergence demeure un objectif lointain en 2026. Bien que des projets conjoints marquants concernant la comptabilisation des revenus (IFRS 15/ASC 606) et la comptabilisation des contrats de location (IFRS 16/ASC 842) aient été menés à bien au milieu des années 2010, les deux organismes de normalisation poursuivent désormais des programmes largement indépendants (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)) (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)). Aujourd'hui, tant l'International Accounting Standards Board (IASB) que le Financial Accounting Standards Board (FASB) font avancer leurs propres projets (par exemple, les révisions de la comptabilisation selon la méthode de la mise en équivalence, les instruments financiers et les règles de consolidation), souvent sur des questions similaires, mais sans résultats conjoints formels. En conséquence, des différences significatives persistent — et s'accroissent dans certains domaines — entre les IFRS et les PCGR américains. Par exemple, les PCGR américains ont récemment commencé à exiger que les **actifs en cryptomonnaies**, tels que le Bitcoin et l'Ether, soient évalués à la juste valeur (Source: [www.crowe.com](http://www.crowe.com)), alors que les IFRS traitent toujours ces avoirs comme des actifs incorporels (primitifs) selon la méthode du coût historique. Parmi les autres différences clés, citons l'évaluation des stocks (les IFRS interdisent la méthode LIFO, alors que les PCGR américains l'autorisent (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)), les **règles de reprise de dépréciation** et les modèles de dépréciation des instruments financiers (le modèle des pertes de crédit attendues prospectives de la norme IFRS 9 par rapport au **modèle des pertes de crédit attendues actuelles (CECL) de l'ASC 326**).

Ces différences ont des implications concrètes. La grande majorité des plus grandes entreprises non américaines utilisent les IFRS – par exemple, 50 des entreprises du Fortune Global 100 utilisent les IFRS pour leurs rapports consolidés (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)) – tandis que les entreprises nationales américaines doivent toujours utiliser les PCGR américains. La SEC américaine a reporté toute transition obligatoire, ce qui signifie que la plupart des grandes entreprises américaines continuent d'utiliser les PCGR. Les directeurs financiers (CFO) d'entreprises mondiales, en particulier, doivent être « financièrement bilingues » et maîtrisés dans les deux systèmes pour garantir que leurs états financiers puissent être compris dans toutes les juridictions (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)). Les responsables financiers doivent surveiller de près les activités des deux conseils sur des sujets qui se chevauchent (par exemple, l'exposé-sondage de l'IASB sur la méthode de la mise en équivalence et le nouveau projet du FASB sur la

même méthode) et les divergences clés (telles que les nouvelles directives américaines sur les cryptomonnaies (Source: [www.crowe.com](http://www.crowe.com)) ou l'examen post-mise en œuvre des contrats de location en cours pour les IFRS) afin d'anticiper les impacts sur les rapports, les structures de capital et les décisions stratégiques de leur entreprise.

Ce rapport fournit une analyse approfondie de la convergence IASB–FASB telle qu'elle se présente en 2026. Il passe en revue l'**historique et l'état actuel des efforts de convergence**, répertorie les **projets actifs et leur alignement ou divergence**, analyse les **différences significatives entre les IFRS et les PCGR américains**, et souligne **ce que les directeurs financiers doivent surveiller** (y compris les normes en attente, les propositions réglementaires et les problèmes de mise en œuvre). Nous intégrons des données empiriques – telles que les statistiques d'adoption des IFRS et des études sur les émetteurs étrangers sur les marchés américains – et nous nous appuyons sur l'autorité des communiqués de normalisation, des analyses professionnelles et des commentaires d'experts. En s'appuyant sur ces multiples perspectives, le rapport met en lumière les défis liés à la réalisation d'un « ensemble unique de normes mondiales » et suggère comment les dirigeants financiers peuvent rester informés et préparés au milieu de régimes comptables divergents.

## Introduction et contexte

### Normes comptables mondiales et programme de convergence

Pendant des décennies, les régulateurs et les normalisateurs ont cherché à harmoniser l'information financière. Un **ensemble unique de normes mondiales de haute qualité** promet comparabilité et efficacité pour les multinationales, les investisseurs et les marchés financiers (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)). En 2002, le FASB américain et l'IASB (successeur de l'ancien IASC) ont officiellement convenu, dans l'accord de *Norwalk*, d'un **programme de convergence** ambitieux. Ce protocole d'accord a défini des dizaines de projets conjoints visant à éliminer les différences entre les PCGR américains et les IFRS (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)) (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)). Pendant près d'une décennie, les conseils ont travaillé en tandem sur des « projets majeurs » (par exemple, revenus, contrats de location, regroupements d'entreprises) et d'autres. Au début des années 2010, ils avaient publié des **normes convergentes** pour de nombreux sujets fondamentaux :

- *Comptabilisation des revenus* : L'IASB et le FASB ont publié conjointement l'IFRS 15/ [ASC 606](http://www.fasb.org/ASC606) (en vigueur en 2018), alignés sur un modèle en cinq étapes fondé sur des principes (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)).
- *Contrats de location* : Les deux conseils ont collaboré sur l'IFRS 16/ [ASC 842](http://www.fasb.org/ASC842) (en vigueur en 2019 pour la plupart des entités), imposant un modèle de droit d'utilisation pour les preneurs (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)).
- *Regroupements d'entreprises* : L'IFRS 3 (2008) et l'ASC 805 du FASB ont convergé vers une approche par méthode d'acquisition (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)).
- *Évaluation de la juste valeur* : Le FASB (FAS 157) et l'IASB (IFRS 13) ont publié des règles harmonisées sur la juste valeur en 2011 (Source: [en.wikipedia.org](http://en.wikipedia.org)) (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)).
- *Décomptabilisation des actifs financiers* : Les deux conseils ont révisé les règles sur la vente par rapport à la gestion des actifs vers 2014 (Source: [en.wikipedia.org](http://en.wikipedia.org)).
- *Autres projets à court terme* : Les efforts de convergence ont également porté sur les tests de dépréciation, les informations sur les avantages postérieurs à l'emploi, et plus encore ; certains ont conduit à des déclarations conjointes ou à des amendements alignés (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)).

Ces réalisations ont été saluées comme les fruits de la convergence. Notamment, en 2012, la SEC, qui envisageait l'adoption obligatoire des IFRS pour les émetteurs américains, a fait le point : le « Rapport final du personnel » de la SEC de 2012 a effectivement reporté toute décision, en grande partie au motif que la convergence n'était pas encore terminée (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)). Les enquêtes des économistes et des normalisateurs de l'époque estimaient une adoption majoritaire des IFRS à l'échelle mondiale (hors États-Unis uniquement) et encourageaient l'alignement restant (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)) (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)). Même bien après 2010, le FASB a continué de signaler son intention de converger. Par exemple, l'ordre du jour du FASB de 2010 déclarait que l'alignement sur les IFRS restait une « priorité élevée » en principe (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)).

Mais les objectifs politiques se sont révélés plus insaisissables que prévu. Vers 2011-2012, il est devenu clair que les espoirs de convergence antérieurs (pour un objectif du G20 en 2011) ne seraient pas atteints. Les deux conseils ont dû pivoter. Lorsque le FASB et l'IASB ont actualisé leur protocole d'accord en 2011, ils ont reconnu une convergence incomplète et ont finalement réduit l'ordre du jour. En pratique, le FASB et l'IASB ont depuis lors largement opéré séparément sur de nouveaux projets, même sur des thèmes qui se chevauchent. **Des différences majeures restent ancrées**, et aucune des deux parties ne s'est engagée dans une nouvelle feuille de route de projets conjoints au-delà des normes achevées (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)) (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)).

## Paysage actuel (en 2026)

Aujourd'hui, les IFRS constituent le cadre officiel d'information financière pour la plupart des juridictions dans le monde, sauf notamment pour les États-Unis. En 2026, la Fondation IFRS rapporte des profils d'adoption complets pour **169 juridictions** (Source: [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)). L'Union européenne, l'Australie, le Canada, la Chine (via des normes nationales convergentes), le Japon (les groupes d'entreprises peuvent utiliser les IFRS ou les PCGR) et de nombreux autres marchés exigent ou autorisent les IFRS pour les entreprises nationales et cotées. En revanche, la SEC américaine continue d'exiger des émetteurs nationaux qu'ils utilisent les PCGR américains, sans calendrier officiel de changement.

Cette scission signifie que les entreprises mondiales préparent souvent des états financiers selon les deux systèmes. Par exemple, 36 des grandes entreprises du Fortune Global 100 ont leur siège aux États-Unis (utilisant les PCGR) et 64 sont non américaines, dont 50 (78 %) utilisent les IFRS telles qu'é émises par l'IASB (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)). Les huit plus grands émetteurs privés étrangers aux États-Unis déposent des déclarations 20-F basées sur les IFRS ; la majorité d'entre eux (par exemple, Toyota, Shell, BP, TotalEnergies) utilisent les IFRS plutôt que les PCGR. En somme, **89 des 100 plus grandes entreprises mondiales utilisent soit les IFRS, soit des normes nationales de type IFRS** (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)). Cela souligne la domination mondiale des IFRS en dehors des États-Unis et explique pourquoi les investisseurs transfrontaliers et les entreprises étrangères cotées aux États-Unis doivent naviguer dans des cadres PCGR doubles.

Dans le même temps, le FASB et l'IASB ont divergé dans la pratique sur de nombreux sujets. Les projets conjoints prioritaires sont désormais pour la plupart terminés, et l'**ordre du jour actuel** de chaque conseil se concentre sur des questions distinctes. Par exemple :

- L'IASB a des projets de recherche actifs sur les *actifs incorporels*, l'*évaluation au coût amorti*, les *tableaux des flux de trésorerie*, les *informations liées à la nature*, etc., ainsi que des amendements de portée limitée (par exemple, à l'IAS 28 sur la méthode de la mise en équivalence) (Source: [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)) (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)).
- L'ordre du jour du FASB (début 2026) comprend des projets sur les *améliorations de la méthode de la mise en équivalence*, la *comptabilisation des stocks de matières premières*, l'*examen post-mise en œuvre du goodwill*, et des projets de longue date comme la *recherche sur les actifs incorporels*, ainsi que des tâches mandatées par la réglementation (par exemple, les mises à jour de la taxonomie XBRL) (Source: [dart.deloitte.com](http://dart.deloitte.com)) (Source: [dart.deloitte.com](http://dart.deloitte.com)).

Le **projet historique de convergence est effectivement « en phase de clôture »**. Le site IASplus note qu'aucune nouvelle initiative de convergence ne sera ajoutée et que les différences restantes seront traitées comme des points distincts à l'ordre du jour (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)). En termes simples, « le projet de convergence touche à sa fin » (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)). La position de la SEC reflète cette réalité : avec chaque conseil publiant des normes selon son propre calendrier, l'idée d'unifier les IFRS et les PCGR américains (pour le marché américain) reste inexploitée.

Il est essentiel de noter que les deux conseils continuent de mettre l'accent sur l'information des investisseurs et la comparabilité, mais à travers des prismes différents. Comme l'observe l'analyse du CPA Journal, les préparateurs doivent rester conscients des doubles régimes : « *étant donné nombreuses différences persistantes, il est important pour les préparateurs et les utilisateurs d'informations financières aux États-Unis d'être financièrement bilingues* » (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)). En effet, les plus grands cabinets comptables publient des manuels complets (plus de 200 pages chacun) sur les différences entre les IFRS et les PCGR américains (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)). Ainsi, pour comprendre la **convergence FASB-IASB en 2026**, il faut examiner (1) les restes de projets conjoints ou similaires de chaque côté, et (2) les domaines où les IFRS et les PCGR continuent de diverger dans leurs effets. Les directeurs financiers et les responsables financiers, qui doivent mettre en œuvre ces normes, doivent suivre attentivement les résultats des deux conseils, même si ces résultats peuvent différer.

## Projets conjoints et parallèles actifs

En 2026, **aucune nouvelle initiative de convergence « conjointe » radicale** n'a été lancée par le FASB et l'IASB ensemble dans le cadre d'un protocole d'accord commun. Les deux conseils définissent désormais leurs programmes indépendamment. Cependant, plusieurs domaines comptables restent sous examen simultané par les deux conseils, ce qui signifie que les résultats convergeront incidemment ou divergeront davantage. Nous passons en revue les sujets clés où le FASB et l'IASB travaillent chacun sur des questions connexes, en résumant l'état actuel et tout historique conjoint.

## Méthode de la mise en équivalence et coentreprises

Un domaine important est la comptabilisation selon la méthode de la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises. Les IFRS exigent la comptabilisation selon la méthode de la mise en équivalence en vertu de l'IAS 28. En septembre 2024, l'IASB a publié un **exposé-sondage sur l'IAS 28** proposant des amendements pour clarifier l'application de la méthode de la mise en équivalence et ajouter des informations

connexes aux normes IFRS 12 et IAS 27 (Source: [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)). Cet exposé-sondage cherche à résoudre les problèmes d'application pratique (par exemple, comment comptabiliser les apports ultérieurs ou les cessions partielles) et à réorganiser l'IAS 28 pour une meilleure clarté (Source: [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)). Les commentaires étaient ouverts jusqu'en janvier 2025, avec des amendements finalisés attendus plus tard en 2025 ou 2026.

Pendant ce temps, le FASB a ajouté fin 2025 un projet sur la **méthode de la mise en équivalence**. Lors de sa réunion du 12 novembre 2025, le FASB a voté pour améliorer certains aspects des directives des PCGR américains sur la méthode de la mise en équivalence (Source: [dart.deloitte.com](http://dart.deloitte.com)). Le projet vise à résoudre des problèmes tels que la comptabilisation de la part d'un investisseur dans la R&D en cours acquise et la comptabilisation de la part d'un investisseur dans la « valeur incorporelle mondiale ». L'initiative du FASB est plus étroite et n'est pas formellement liée à celle de l'IASB, mais conceptuellement, elles couvrent un terrain qui se chevauche. Les directeurs financiers doivent noter que les deux organismes réexaminent simultanément la comptabilité de mise en équivalence, bien que les changements proviendront du processus de diligence raisonnable de chaque conseil indépendamment.

Un sujet connexe concerne les **coentreprises et les entreprises associées** (Investissements dans des entreprises associées et des coentreprises, IAS 28/ASC 323). Du côté du FASB, l'ASU 2023-05 (en vigueur le 1er janvier 2025) a déjà modifié les PCGR américains pour la formation de coentreprises : une nouvelle règle exige qu'une coentreprise nouvellement formée comptabilise ses actifs et passifs à la juste valeur lors de sa formation (Source: [rsmus.com](http://rsmus.com)). L'IASB, de son côté, a proposé des amendements à l'IAS 28 (l'exposé-sondage « Amendements à l'IAS 28 — Option de juste valeur ») qui garantiraient que les investisseurs utilisant la méthode de la mise en équivalence reclassent certains profits directement en capitaux propres et clarifieraient quand l'évaluation à la juste valeur est disponible (Source: [news.bloomberglaw.com](http://news.bloomberglaw.com)). (Par exemple, l'exposé-sondage de 2026 de l'IASB accélérerait la possibilité pour les investisseurs dans des coentreprises de regrouper leur part d'une entreprise associée à la juste valeur sous certaines conditions, avec une période de commentaires se terminant en avril 2026 (Source: [news.bloomberglaw.com](http://news.bloomberglaw.com))). Bien que les deux conseils agissent dans l'espace des coentreprises, les changements américains (ASU 2023-05) se concentrent sur l'évaluation à la formation, tandis que les changements de l'IASB traitent de la méthode de la mise en équivalence et de l'information à fournir. Il ne s'agit pas d'un projet conjoint coordonné, mais un directeur financier doit suivre les deux.

## Instruments financiers et pertes de crédit

Les instruments financiers ont été difficiles à converger totalement. L'IASB a finalisé l'IFRS 9 (Instruments financiers, 2014) en introduisant un modèle de pertes de crédit attendues (ECL) tourné vers l'avenir. Le FASB a emprunté une voie différente : il s'est initialement orienté vers un modèle ECL similaire, mais après un long débat, il a adopté le modèle CECL (*Current Expected Credit Loss*) dans l'ASC 326 en 2016, ce qui accélère l'alignement de la dépréciation selon les PCGR américains avec l'IFRS. Cependant, dans la mise en œuvre, l'IFRS et les PCGR diffèrent encore dans les détails (par exemple, la manière de mesurer les pertes de crédit, la présentation des provisions, etc.).

En 2026, l'IASB a un **projet en cours sur l'évaluation au coût amorti**, faisant suite à l'IFRS 9. L'IASB travaille à **clarifier et améliorer les exigences relatives au coût amorti** (par exemple, en définissant les critères du coût amorti et en élaborant des orientations d'évaluation). Un document de travail publié en avril 2026 indique qu'un exposé-sondage est attendu au second semestre 2026 (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)). Le FASB, quant à lui, n'a **aucun projet en cours** pour affiner davantage l'ASC 326 (CECL). Ainsi, l'IFRS pourrait bientôt publier des améliorations ciblées (ayant potentiellement un impact sur la comptabilisation des pertes de crédit des institutions financières) qui n'ont pas d'équivalent aux États-Unis. Les directeurs financiers du secteur bancaire et financier devraient surveiller cela, car toute nouvelle orientation IFRS sur le coût amorti pourrait creuser l'écart ou, inversement, inciter le FASB à reconsidérer sa position à l'avenir.

Un autre projet exclusivement IFRS concerne les **Instruments financiers avec caractéristiques de capitaux propres (FICE)**. Initialement un projet commun, il est devenu un projet de recherche de l'IASB. En novembre 2023, l'IASB a publié l'ED 2023/5 proposant des amendements restreints pour clarifier l'IAS 32 (voir [67]) – permettant essentiellement aux entités de présenter certains paiements d'intérêts comme des distributions de capitaux propres si des critères obligatoires spécifiques sont remplis. La période de consultation s'est terminée début 2024, et l'IASB devrait publier les amendements définitifs en 2024 ou 2025. Le FASB n'a aucun projet actif sur ce que l'on appelle la distinction « passifs vs capitaux propres » (il a abandonné un projet de 2008 sur ce sujet). Ainsi, tout changement IFRS sur le FICE sera propre à l'IFRS. Les directeurs financiers doivent en prendre note : les PCGR américains conservent leurs tests de distinction actuels (ASC 480 vs 815) pour les capitaux propres par rapport aux passifs, qui ne correspondent à aucune nouvelle règle IFRS.

## Contrats de location et revues post-mise en œuvre

Les contrats de location (IAS 17/IFRS 16 et FASB ASC 840/842) ont autrefois fait l'objet d'un projet commun majeur, aboutissant à des normes convergées en 2016 (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)). Depuis, chaque conseil a mené des revues post-mise en œuvre. La revue de l'IFRS 16 par l'IASB est en cours : début 2026, ils ont continué à discuter des retours d'une demande d'informations et prévoient de prendre une décision plus tard en

2026 (Source: [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)). Parallèlement, le FASB a finalisé une mise à jour (ASU 2023-01) visant des améliorations ciblées pour résoudre les problèmes de variabilité des paiements de location. Les revues sont indépendantes, mais toutes deux visent un objectif similaire : affiner les orientations de niveau inférieur. Les directeurs financiers devraient suivre ces développements ; bien que l'IFRS et les PCGR maintiennent la capitalisation des contrats de location au bilan, les détails (comme les exigences de divulgation ou les nuances dans la définition d'un contrat de location) pourraient diverger légèrement.

## Revenus, coûts d'emprunt et autres domaines conclus

Des projets de convergence antérieurs ont été conclus. La comptabilisation des revenus (IFRS 15/ASC 606) est un succès exemplaire : les normes sont essentiellement identiques et les deux conseils considèrent le projet comme clos (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)). Les coûts d'emprunt (IAS 23, rémise en 2007 et ASC 835) ont convergé en 2008 (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)). Le cadre conceptuel a été révisé conjointement en 2018 (bien que certains éléments finaux restent distincts pour chaque conseil). Les contrats d'assurance ont autrefois fait l'objet d'un projet commun, puis ont été « abandonnés » en tant que tel (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)) : l'IASB a publié l'IFRS 17 (2017) de manière indépendante, tandis que le FASB a publié des améliorations ciblées (pour les assurances selon les PCGR américains) via plusieurs ASU en 2018, qui divergent de l'IFRS 17. Les regroupements d'entreprises, la consolidation et les projets sur la juste valeur ont été largement finalisés ensemble (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)).

Aujourd'hui, ces projets terminés sont effectivement en « mode maintenance ». Toute différence subsistant dans ces normes persiste, mais il n'y a plus de travail commun actif à leur sujet. Par exemple, l'IASB peut publier des amendements à l'IFRS 3 et à l'IFRS 10 à l'avenir (ce qu'il a fait de manière restreinte pour les participations acquises lors de regroupements d'entreprises), mais ces changements ne sont pas coordonnés avec le FASB. De même, le FASB continue d'apporter des mises à jour fragmentaires aux PCGR (par exemple, le récent ERCAP ASU) sans la participation de l'IASB.

**Résumé des principaux projets de convergence** : Le tableau ci-dessous résume les principaux projets de convergence et leur statut actuel selon l'IFRS et les PCGR américains (citant dans de nombreux cas les normes IASB/IFRS et les rubriques ASC du FASB). (Ce tableau s'appuie sur les rapports de projet IASplus (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)), complétés par les connaissances actuelles sur les PCGR américains.)

PROJET / SUJET	IFRS (NORME IASB)	PCGR AMÉRICAINS (RUBRIQUE ASC)	STATUT / NOTE (CONVERGENCE)
<b>Reconnaissance des revenus</b>	IFRS 15 (2014, en vigueur 2018)	ASC 606 (2014, en vigueur 2018)	Entièrement convergé ; modèle commun en 5 étapes.
<b>Contrats de location</b>	IFRS 16 (2016, en vigueur 2019)	ASC 842 (2016, en vigueur 2019)	Largement convergé (modèle de droit d'utilisation), différences mineures dans les mesures de simplification.
<b>Regroupements d'entreprises</b>	IFRS 3 (2008)	ASC 805 (2007)	Convergé depuis longtemps ; les deux utilisent la méthode de l'acquisition (Source: <a href="http://www.iasplus.com">www.iasplus.com</a> ).
<b>Évaluation à la juste valeur</b>	IFRS 13 (2011)	ASC 820 (2006)	Convergé (Source: <a href="http://en.wikipedia.org">en.wikipedia.org</a> ) (Source: <a href="http://www.iasplus.com">www.iasplus.com</a> ).
<b>Instruments financiers</b>	IFRS 9 (2014) ; IFRS 7 ; IFRS 13	ASC 825/ASC 320/ASC 326 (CECL)	Divergent. L'IFRS utilise un modèle à 3 catégories (JV/CA/JVOCI) et l'ECL ; les PCGR utilisent plusieurs catégories et le CECL pour la dépréciation. L'IFRS a terminé l'IFRS 9 ; le FASB a terminé le CECL. Amendements IFRS en cours à portée limitée (FICE, etc.) (Source: <a href="http://www.iasplus.com">www.iasplus.com</a> ).
<b>Contrats d'assurance</b>	IFRS 4 (2004, remplacé par IFRS 17 en 2023)	ASC 944 (actuel, contrats d'assurance)	Projet commun abandonné. L'IASB a publié l'IFRS 17 (2017) ; le FASB a publié des améliorations ciblées (2018) – les résultats diffèrent.
<b>Consolidation</b>	IFRS 10 (2011)	ASC 810	Convergé en 2011 (Source: <a href="http://www.iasplus.com">www.iasplus.com</a> ) (modèle de contrôle/intérêt variable aligné), bien que l'IFRS permette une consolidation plus large des filiales détenues à 100 %.
<b>Capitaux propres vs Passifs</b>	IAS 32 (2005, amendements dans IFRS 9) ; IFRS 7 (divulgations)	ASC 480/ASC 505-10	Pas de convergence majeure. L'IASB a publié un ED (nov. 2023) sur le FICE (Source: <a href="http://www.iasplus.com">www.iasplus.com</a> ) ; le FASB n'a aucun projet actif.
<b>Immobilisations incorporelles et Goodwill</b>	IAS 38 ; IFRS 3 (goodwill)	ASC 350 (goodwill)	Des différences subsistent (ex: l'IFRS permet la capitalisation du développement ; les PCGR non). L'IASB a un projet de recherche propre sur les incorporels (Source: <a href="http://www.ifrs.org">www.ifrs.org</a> ) ; le FASB a mis en pause les projets sur les incorporels.
<b>Avantages post-emploi</b>	IAS 19 (2011)	ASC 715	Convergé conceptuellement (projet terminé). Quelques différences de présentation (ex: remesures dans OCI) subsistent.
<b>Revenus (autres)</b>	N/A	N/A	D'autres projets communs restreints (rémunération en actions, subventions publiques, etc.) ont été largement abandonnés ou traités via des amendements locaux.

Tableau 1 : Principaux projets IFRS vs PCGR américains et leur statut de convergence (sources : IASplus [16†] , normes IFRS, FASB ASC).

En résumé, de nombreux *projets communs historiques* sont terminés, mais le travail en cours est principalement spécifique à chaque conseil. Lorsque l'IASB et le FASB traitent d'un domaine, il s'agit désormais d'efforts parallèles plutôt que d'un projet unifié. Par exemple, les deux examinent les questions liées à la méthode de mise en équivalence (ED de l'IASB sur l'IAS 28 et projet du FASB sur l'ASC 323), mais ils ne se coordonnent pas par

une mise à jour conjointe. L'IASB réexamine seul les contrats de location (IFRS 16) et l'évaluation selon l'IFRS 9, tandis que le FASB travaille sur la dépréciation du goodwill et les stocks de matières premières dans l'ASC 330. Les directeurs financiers doivent donc surveiller les agendas des deux conseils sur les sujets qui se chevauchent, en anticipant que des changements convergés ne seront plus garantis.

## Normes divergentes : différences persistantes

Malgré les efforts de convergence passés, des **différences significatives** subsistent entre l'IFRS et les PCGR américains. Ces divergences apparaissent dans de nombreux domaines, même après la publication de normes alignées. Certaines sont dues à des différences d'architecture fondamentale (approche fondée sur les principes vs approche fondée sur les règles (Source: [www.corporatefinancebrief.com](http://www.corporatefinancebrief.com)) ; d'autres reflètent des décisions de suivre des voies distinctes en matière de mise en œuvre ou de philosophie. Nous classons et illustrons ci-dessous les différences clés qui comptent dans l'information financière de 2026. Notez qu'il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, mais d'un focus sur les éléments les plus pertinents pour les directeurs financiers et les utilisateurs d'états financiers.

### 1. Principes généraux et cadre

- **Principes vs Règles** : L'IFRS est généralement *fondée sur des principes*, exigeant le jugement de la direction pour appliquer des orientations larges, tandis que les PCGR américains sont davantage *fondés sur des règles*, avec des instructions détaillées. Comme le note un observateur, dans l'IFRS, « les principes permettent une certaine marge de jugement dans l'information financière, tandis que les PCGR sont plus rigides, fondés sur des règles et moins indulgents » (Source: [www.corporatefinancebrief.com](http://www.corporatefinancebrief.com)). En pratique, cela signifie que des transactions identiques peuvent parfois être rapportées différemment simplement en raison de l'approche – par exemple, l'IFRS pourrait exiger de classer un élément en fonction du jugement de l'entité sur sa substance économique, alors que les PCGR pourraient avoir une règle spécifique déterminant le classement.
- **Éléments extraordinaires** : Historiquement, les PCGR américains autorisaient le classement en « perte/gain extraordinaire » (événements rares), alors que l'IFRS l'interdisait. (Le FASB a éliminé le classement des éléments extraordinaires en 2015, donc désormais les deux l'interdisent, mais il s'agit d'une relique de divergence passée (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)).) Plus largement, même après l'élimination des lignes « extraordinaires », l'IFRS et les PCGR diffèrent encore dans la ségrégation des activités abandonnées (IFRS 5 vs ASC 205), ou dans les composants qui vont dans les catégories « activités poursuivies » vs « activités abandonnées ».

### 2. Reconnaissance des revenus et des dépenses

- **Stocks LIFO** : L'IFRS **interdit** la méthode d'inventaire « dernier entré, premier sorti » (LIFO). Les entreprises sous IFRS doivent utiliser le FIFO ou le coût moyen pondéré. Les PCGR américains **autorisent le LIFO**, et de nombreuses entreprises américaines l'utilisent encore. Cela peut fausser la comparabilité : si les prix du pétrole augmentent, les entreprises américaines utilisant le LIFO rapportent des valeurs de stocks plus faibles et un coût des ventes (COGS) plus élevé qu'une entreprise IFRS utilisant le FIFO. Les analystes ajustent souvent cette « réserve LIFO » pour comparer les performances IFRS vs PCGR (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)).
- **Coûts de développement** : Selon l'IAS 38, les dépenses de développement (stade R&D) sont capitalisées en tant qu'immobilisations incorporelles si certains critères sont remplis, tandis que selon les PCGR américains (ASC 730), les dépenses de développement sont comptabilisées en charges. Cela conduit les entreprises IFRS à afficher des actifs plus élevés et des dépenses courantes plus faibles que leurs pairs sous PCGR. (Inversement, la recherche pure est toujours comptabilisée en charges selon l'IFRS et les PCGR.)
- **Revenus (différences de transition héritées)** : Bien que l'IFRS 15 et l'ASC 606 soient alignés, des différences subsistaient dans les orientations de transition et de mise en œuvre. Par exemple, l'IFRS prévoyait une élection anticipée d'une approche rétrospective complète, tandis que les PCGR américains imposaient une approche rétrospective modifiée (avec un retraitement complet optionnel) (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)). Celles-ci sont largement résolues depuis 2018.
- **Comptabilité des contrats de location** : L'IFRS 16 et l'ASC 842 sont similaires en principe (modèle de droit d'utilisation) mais diffèrent dans les détails. Plus notablement, l'IFRS **n'autorise pas** le raccourci de « séparation des composantes location et non-location » que les PCGR américains permettent pour certains contrats. Par conséquent, les preneurs IFRS ont souvent des passifs de location plus élevés que les preneurs sous PCGR. Il existe également des différences mineures dans les tests de classification (ex: pas de test de « seuil de profit du bailleur » en IFRS). Après la mise en œuvre, les conseils n'ont pas harmonisé ces points ; le raccourci autorisé par les PCGR reste absent du côté IFRS.

- **Subventions et aides publiques** : L'IFRS (IAS 20) et les PCGR américains (ASC 958 pour les organisations à but non lucratif, sinon aucune orientation explicite en dehors de l'IFRIC 12 pour les subventions publiques) ont des traitements différents. L'IFRS autorise soit l'approche par le résultat (reconnaître la subvention en résultat sur les coûts liés), soit la réduction de la valeur comptable de l'actif. Les PCGR demandent généralement le report de la subvention en passif et sa libération en résultat.
- **Avantages aux employés** : L'IFRS (IAS 19) et les PCGR (ASC 715) mesurent les obligations de retraite et OPEB de manière similaire, mais des différences existent. En IFRS, tous les gains/pertes actuariels et coûts des services passés vont immédiatement dans les Autres éléments du résultat global (OCI) ; les PCGR divisent certains composants entre OCI et résultat, et distinguent le classement du rendement des actifs du régime. L'IFRS place les remesures en dehors du résultat net, tandis que les PCGR prévoient une reconnaissance périodique des coûts de règlement/bifurcation des retraites dans le résultat.
- **Paiements fondés sur des actions** : Généralement convergés, mais l'IFRS 2 et l'ASC 718 peuvent différer dans le classement à la date d'acquisition pour les attributions réglées en trésorerie. L'IFRS exige une réévaluation sur la période d'acquisition, alors que les PCGR peuvent ne pas le faire.

### 3. Instruments financiers

- **Classement et évaluation** : L'IFRS 9 a trois catégories d'évaluation : coût amorti, juste valeur par résultat (JVPR) et juste valeur par autres éléments du résultat global (JVOCI) (avec recyclage des gains/pertes). Les PCGR américains ont plus de catégories (détenu jusqu'à l'échéance, disponible à la vente, transaction, etc.) selon les règles héritées, mais l'ASC 825 permet désormais principalement aux entreprises de choisir la juste valeur pour la plupart des instruments financiers. En pratique, des différences subsistent dans la manière dont les dettes vs capitaux propres sont classées et dans l'éligibilité à la JVOCI. Par exemple, l'IFRS 9 offre une option irrévocable pour que les investissements en *capitaux propres* soient en JVOCI, alors que les PCGR n'ont pas d'équivalent. Résultat : les entreprises IFRS rapportent souvent plus d'éléments en JVOCI que leurs pairs sous PCGR.
- **Modèles de dépréciation** : L'IFRS 9 utilise un modèle de **pertes de crédit attendues** (ECL) tourné vers l'avenir, déclenché par la détérioration du crédit (Étapes 1-3). L'ASC 326 du FASB (Pertes de crédit) utilise une approche CECL à modèle unique (toutes les pertes attendues sur la durée de vie sont reconnues dès l'origine). Les deux modèles sont conceptuellement similaires, mais les orientations de classement de l'IFRS sont distinctes. De plus, l'IFRS autorise les reprises de pertes de valeur sur actifs financiers si le risque de crédit s'améliore (sous réserve d'ajustement via le résultat), alors que le CECL des PCGR interdit les reprises. Ainsi, lors des reprises économiques, les entités IFRS peuvent réduire leurs provisions plus agressivement que les entités sous PCGR.
- **Comptabilité de couverture** : Les deux cadres autorisent la couverture mais avec des exclusions différentes. L'IFRS 9 assouplit certaines règles de comptabilité de couverture (ex: autorisant les composantes de risque et les couvertures d'inflation) ; les PCGR américains ont des entités de double évaluation plus strictes. Une entreprise qui remplit les conditions de comptabilité de couverture selon l'IFRS pourrait ne pas les remplir selon les PCGR, affectant le calendrier de reconnaissance des profits.
- **Option de juste valeur / Titres de transaction** : L'IFRS autorise une option de juste valeur sur de nombreux passifs financiers et instruments de capitaux propres ; les PCGR ont des options de juste valeur sélectives principalement pour les situations monétaires. De même, l'IFRS exige que les titres de transaction soient en JVPR ; la catégorie analogue « transaction » des PCGR est également en JVPR mais avec des périmètres différents pour les institutions.

### 4. Consolidation et participations ne donnant pas le contrôle

- **Contrôle et consolidation** : Le modèle de consolidation de l'IFRS 10 se concentre sur le contrôle (droits de vote, droits protecteurs vs substantiels). L'ASC 810 utilise de même une notion de contrôle mais incluait historiquement la notion ancienne de « majorité des droits de vote ». Actuellement, les deux exigent la consolidation complète des filiales, mais des différences existent sur le *quand et comment* déterminer le contrôle. Par exemple, selon l'IFRS, le **contrôle de fait** (contrôle sans majorité de vote mais par d'autres moyens) peut déclencher la consolidation ; les PCGR sont plus stricts sur le contrôle de fait (sauf via les règles VIE valides). Inversement, le concept d'entités à intérêt variable (VIE) dans les PCGR n'a pas d'équivalent IFRS strict – l'IFRS consolidera une « filiale » même si elle n'est pas détenue majoritairement, mais l'IFRS n'utilise pas la notion spéciale de VIE. L'IFRS a ajouté un amendement à portée limitée en 2019 clarifiant le choix de la date d'adoption pour le contrôle commun (absent des PCGR).

- **Intérêts minoritaires** : Les normes IFRS et les PCGR américains (GAAP) exigent tous deux la présentation des intérêts minoritaires dans les capitaux propres consolidés. Cependant, la norme IFRS 3 impose d'évaluer les intérêts minoritaires soit à la juste valeur, soit à la quote-part des actifs nets lors de l'acquisition ; les PCGR (ASC 805) imposent uniquement la juste valeur (sauf pour certaines options de « goodwill partiel » prévues par des directives spécialisées). Par conséquent, le calcul du goodwill peut différer. Après l'acquisition, les IFRS et les PCGR allouent tous deux les bénéfices et les autres éléments du résultat global (OCI) aux intérêts minoritaires. Des différences subtiles subsistent dans la manière dont une société mère comptabilise les augmentations ou diminutions des intérêts minoritaires (par exemple, les IFRS peuvent traiter certaines transactions avec les intérêts minoritaires comme des transactions sur capitaux propres uniquement, en l'absence de perte de contrôle, alors que les PCGR américains peuvent exiger un goodwill partiel).
- **Coentreprises / Entreprises associées** : Les IFRS exigent la méthode de la mise en équivalence selon IAS 28 pour les cas d'influence notable ou de contrôle conjoint (avec des exceptions limitées). Les PCGR américains autorisaient autrefois la méthode de la *consolidation proportionnelle* pour les coentreprises (ce qui correspondait aux IFRS). Cette méthode n'est plus autorisée dans les PCGR depuis 2016 (l'ASC 323 l'a supprimée). Ainsi, les IFRS et les PCGR utilisent désormais tous deux la méthode de la mise en équivalence pour les coentreprises, mais les pratiques antérieures différaient. Une autre divergence ancienne concernait la comptabilisation de certaines entreprises associées, mais les pratiques ont convergé en la matière.

## 5. Immobilisations corporelles et incorporelles

- **Réévaluation** : Les IFRS autorisent le *modèle de réévaluation* pour les immobilisations corporelles et les actifs incorporels à durée de vie finie (IAS 16, IAS 38) : l'entité peut réévaluer un actif à sa juste valeur et l'amortir sur cette base. Les PCGR américains autorisent uniquement le *modèle du coût* (coût historique moins amortissement cumulé) ; la réévaluation n'est pas permise. Par conséquent, les bilans des sociétés appliquant les IFRS peuvent afficher des valeurs plus élevées si elles ont opté pour la réévaluation, tandis que leurs homologues sous PCGR présenteront des valeurs historiques. Il s'agit d'une divergence majeure : par exemple, de nombreuses entreprises européennes réévaluent leurs biens immobiliers, contrairement aux entreprises américaines sous PCGR.
- **Composants d'amortissement** : Les IFRS exigent la décomposition des immobilisations amortissables si les composants ont des durées d'utilité différentes. Les PCGR américains n'exigent pas cette décomposition (bien qu'elle soit autorisée). En pratique, de nombreuses entreprises américaines ignorent les composants, alors que les entités IFRS doivent souvent les séparer, par exemple en distinguant les moteurs d'une cellule d'avion. Cela conduit, dans certains cas, à un amortissement plus rapide (et à des charges plus élevées) sous IFRS.
- **Dépréciation des actifs à long terme** : Les IFRS utilisent un test de dépréciation en une seule étape pour les immobilisations corporelles et incorporelles (comparaison de la valeur comptable de l'actif avec sa valeur recouvrable, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité). Les PCGR américains utilisent un test en deux étapes : d'abord, comparer la valeur comptable aux flux de trésorerie futurs non actualisés ; en cas de dépréciation, mesurer la perte en comparant à la juste valeur. Les IFRS autorisent la reprise d'une perte de valeur sur immobilisation corporelle si la valeur se rétablit (dans la limite du coût initial), alors que les PCGR américains interdisent toute reprise de perte de valeur. Ainsi, après une reprise du marché, les sociétés IFRS peuvent restaurer la valeur de leurs actifs dans leurs livres, contrairement aux sociétés sous PCGR, ce qui affecte les bénéfices et les capitaux propres.
- **Immeubles de placement** : La norme IFRS 13 permet à une entité de classer des biens immobiliers en tant qu'immeubles de placement et de les mesurer à la juste valeur à chaque période, avec comptabilisation des variations en résultat (IAS 40). Les PCGR américains n'ont pas d'équivalent direct ; ces actifs sont traités comme des immobilisations corporelles classiques et mesurés au coût moins amortissement (s'ils sont occupés par le propriétaire). Un investisseur appliquant les IFRS peut afficher une volatilité importante de ses résultats en raison des fluctuations de la valeur des propriétés, ce qui ne sera pas le cas pour une société sous PCGR.
- **Développement vs Acquisition** : Les IFRS capitalisent certains coûts de développement, contrairement aux PCGR (comme indiqué précédemment). Tous les autres actifs incorporels acquis séparément ou lors d'un regroupement d'entreprises sont traités de manière similaire (actifs incorporels identifiables mesurés à la juste valeur aux fins du goodwill).

## 6. Impôts sur les bénéfices

- **Positions fiscales incertaines** : Les IFRS (IAS 12) interdisent l'ajout de passifs (ou la réduction d'actifs d'impôts différés) pour des positions fiscales, sauf en cas de différence imposable spécifique. Les PCGR américains (ASC 740) exigent une provision pour toutes les déductions incertaines (s'il est « plus probable qu'improbable » que la déduction soit confirmée par l'administration fiscale), ce qui crée souvent des passifs

fiscaux plus élevés. En pratique, une société sous PCGR peut avoir une provision pour dépréciation importante selon l'ASC 740 pour des déductions douteuses, alors que la même entreprise utilisant les IFRS n'en reconnaîtrait aucune.

- **Recalcul des taux d'impôts différés** : Les IFRS exigent la réévaluation des impôts différés en cas de changement de taux, mais interdisent d'ajuster les impôts en fonction de l'intention par rapport à la réalité (il existait par le passé une divergence sur l'effet des taux).
- **Allocation intra-période** : Il existe quelques différences mineures dans la manière dont les impôts courants et différés sont alloués aux composantes du résultat, de l'OCI et des capitaux propres.

En résumé, bien que les principes généraux soient alignés (méthode du passif pour les impôts différés, etc.), les IFRS et les PCGR diffèrent sur la mesure des incertitudes fiscales et certaines exigences de réévaluation.

## 7. Autres différences notables

- **Provisions et passifs éventuels** : La norme IAS 37 de l'IASB (et les IFRS associées) définit les provisions de manière étroite (obligation présente + sortie probable + estimation fiable). L'ASC 450 (PCGR) est similaire mais quelque peu plus libérale dans la reconnaissance des passifs. Des différences clés subsistent : les IFRS exigent l'actualisation des provisions à long terme (comme les provisions environnementales ou de garantie) en utilisant un taux avant impôt ; les PCGR fournissent des directives permettant d'éviter l'actualisation dans de nombreux cas. Ainsi, une provision à long terme peut être plus faible sous IFRS (actualisée) que sous PCGR. Les IFRS autorisent également la reprise des provisions si la sortie de ressources n'est plus probable ; les PCGR ne modifient généralement pas les régularisations à la baisse une fois reconnues.
- **Classification des produits et charges** : Les IFRS exigent que certains éléments (ex. intérêts/dividendes) soient classés de manière cohérente (en activités de financement ou d'investissement dans le tableau des flux de trésorerie), tandis que les PCGR offrent plus de flexibilité. La présentation du tableau des flux de trésorerie diffère : par exemple, les IFRS autorisent la méthode directe et exigent que les intérêts/impôts soient classés soit en exploitation, soit en financement ; les PCGR imposent la méthode directe ou le rapprochement, et exigent que les intérêts payés et les impôts payés soient classés en exploitation (alors que les IFRS permettent de classer les intérêts et impôts en exploitation, investissement ou financement). Ces points sont mineurs, mais les directeurs financiers doivent en tenir compte pour la comparabilité.
- **État des variations des capitaux propres** : Les IFRS imposent un rapprochement (incluant les composantes de l'OCI) de chaque compte de capitaux propres ; les états financiers sous PCGR omettent souvent ce niveau de détail lorsqu'il n'est pas légalement requis (jusqu'à ce que des normes récentes imposent des exigences similaires sur les mouvements de l'OCI).
- **Libellés et format des états financiers** : Les IFRS utilisent l'« État du résultat global » présentant le résultat net et l'OCI, tandis que les PCGR séparent souvent le compte de résultat et l'état du résultat global (bien que les formats puissent varier). Les IFRS utilisent le terme « État de la situation financière » au lieu de « Bilan ». De nombreuses différences terminologiques (revenus vs ventes, etc.) n'affectent pas les montants mais peuvent prêter à confusion pour les utilisateurs.
- **Reporting de la filiale vs société mère** : Les IFRS permettent (selon IFRS 10) à une société mère de préparer des états financiers séparés en utilisant « les mêmes méthodes comptables que pour les comptes consolidés », tandis que les PCGR exigent le coût historique dans les états financiers de la société séparée. En pratique, cela peut conduire à des montants différents pour les investissements intragroupe dans les bilans individuels.
- **Autres** : Il existe de nombreuses autres différences spécifiques (par exemple, la comptabilisation de la norme IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions – présente des contrastes détaillés, ou la norme IAS 1 exigeant un choix de classification des « charges par nature ou par fonction », alors que les PCGR exigent principalement une classification fonctionnelle). Celles-ci ont généralement un impact moindre sur les résultats nets mais affectent les informations fournies en annexe.

En résumé, malgré un alignement conceptuel large dans de nombreux domaines, un éventail de divergences entre IFRS et PCGR demeure. Le tableau 2 ci-dessous met en évidence certaines des différences les plus importantes :

SUJET	TRAITEMENT IFRS	TRAITEMENT PCGR (U.S. GAAP)	DIVERGENCE CLÉ
<b>Stocks (LIFO)</b>	<i>LIFO interdit</i> ; utiliser FIFO ou coût moyen pondéré	<i>LIFO autorisé</i> pour les stocks éligibles	Les coûts des stocks et le coût des ventes peuvent différer significativement.
<b>Coûts de développement (R&amp;D)</b>	Capitalisation si critères remplis (IAS 38)	Comptabilisation en charges (ASC 730)	Les entités IFRS affichent des actifs plus élevés.
<b>Reprises de dépréciation</b>	Autorisées pour les immobilisations corporelles si la valeur se rétablit (IAS 36)	Aucune reprise autorisée pour les actifs fixes	Les sociétés IFRS peuvent restaurer la valeur des actifs.
<b>Réévaluation des actifs</b>	Permise (immobilisations corporelles, incorporelles) (IAS 16, IAS 38)	Interdite	Les bilans IFRS peuvent refléter les valeurs actuelles.
<b>Coûts d'emprunt</b>	Capitalisation des intérêts sur actifs éligibles (IAS 23)	Identique	Généralement convergé.
<b>Contrats de location – Bailleur</b>	IAS 17 : opérationnel vs financement / IFRS 16 inchangé	Définitions similaires (ASC 842)	Convergé en concept ; différences mineures subsistent.
<b>Stocks – Reprise de dépréciation</b>	Reprise si les prix se rétablissent (IAS 2)	Aucune reprise possible (base du coût)	Les IFRS permettent de récupérer la valeur des stocks.
<b>Reconnaissance des revenus</b>	Normes post-2018 alignées (IFRS 15 = ASC 606)	Convergé	Convergé.
<b>Retraites – Réévaluations</b>	Gains/pertes actuariels & coûts des services passés en OCI (IAS 19)	Gains/pertes en OCI ; coûts des services passés en résultat	Différences de classification P&L vs OCI.
<b>Impôts – Positions incertaines</b>	Passif seulement si différence fiscale existe (IAS 12)	Provision pour positions incertaines (ASC 740)	Les PCGR affichent souvent des passifs fiscaux plus élevés.
<b>Contrats de location – Preneur</b>	Capitalisation de presque tous les contrats (IFRS 16)	Capitalisation de la plupart, sauf exemptions (ASC 842)	Politique convergée ; les IFRS n'autorisent aucune exemption de revenu/charge.
<b>Paiements fondés sur actions</b>	IFRS 2 et PCGR presque alignés économiquement	Très similaire (ASC 718)	Différences mineures (comptabilité fiscale, etc.).
<b>Option de juste valeur</b>	Option large pour passifs financiers et certains instruments de capitaux propres (IFRS 9)	Option limitée pour la plupart des instruments (ASC 825)	Les utilisateurs IFRS choisissent souvent la juste valeur.
<b>Filiale vs Société mère</b>	Capitaux propres séparés peuvent inclure actions propres (IAS 27)	Règles supplémentaires dans ASC 810-60	Différences de présentation.

SUJET	TRAITEMENT IFRS	TRAITEMENT PCGR (U.S. GAAP)	DIVERGENCE CLÉ
<b>Incorporels – Goodwill</b>	Pas d'amortissement ; test annuel (IFRS 3/ASC 350)	Similaire, mais PCGR autorise amortissement pour sociétés privées	Différences méthodologiques de test.
<b>Immobilisations – Composants</b>	Requis si significatif (IAS 16)	Non requis (ASC 360)	Les sociétés IFRS rapportent souvent des charges d'amortissement plus élevées.

Tableau 2 : Sélection des différences majeures entre IFRS et PCGR américains en 2026.

Ces exemples illustrent que **la divergence des normes est la norme, et non l'exception**. Les projets convergés (revenus, contrats de location) constituent désormais la base, mais la manière dont chaque conseil continue de faire évoluer ses normes — et les différences dans les règles héritées — laissent de nombreux domaines de divergence. Les directeurs financiers et les départements comptables doivent en tenir compte lors de la préparation de rapports transfrontaliers, de l'analyse de pairs ou de la planification de transactions.

## Analyse des IFRS vs PCGR américains : Preuves et tendances

### Adoption des IFRS et utilisation sur les marchés financiers

La domination mondiale des IFRS contraste avec le domaine des PCGR américains aux États-Unis :

- **Adoption mondiale** : La Fondation IFRS rapporte que les IFRS sont utilisées ou autorisées dans des juridictions couvrant la majeure partie des marchés financiers mondiaux. Notamment, 169 juridictions ont publié des profils d'adoption des IFRS, beaucoup exigeant les IFRS pour les sociétés cotées. L'UE impose les IFRS (« telles qu'adoptées par l'UE ») pour les comptes consolidés des sociétés publiques. Des économies majeures comme la Chine, l'Inde et le Brésil ont convergé ou aligné leurs normes nationales sur les IFRS.
- **Sociétés Fortune 1000** : Une étude de 2024 dans *The CPA Journal* a examiné les 100 plus grandes entreprises mondiales (Fortune Global 500) et a révélé des différences marquées : 36 étaient basées aux États-Unis (utilisant toutes les PCGR), et 64 entreprises non américaines (78 %) utilisaient les IFRS telles qu'é émises par l'IASB. Seules 3 entreprises étrangères utilisaient les PCGR américains, et 11 utilisaient d'autres PCGR nationaux. Plus de la moitié (53 sur 100) utilisaient les IFRS ou des normes proches des IFRS.
- **Émetteurs étrangers aux États-Unis** : Parmi les émetteurs privés étrangers aux États-Unis, les IFRS sont largement prédominantes. Les huit plus grands émetteurs enregistrés auprès de la SEC (Toyota, Shell, PetroChina, etc.) soumettent des états financiers basés sur les IFRS. La loi américaine dispense les émetteurs étrangers appliquant les IFRS de rapprocher leur résultat avec les PCGR américains, reconnaissant le statut « substantiellement convergé » des IFRS. Pourtant, comme le note le *CPA Journal*, ces émetteurs IFRS présentent toujours des « **différences persistantes** » dans des domaines comme les stocks et la mise en équivalence, confirmant que ces différences sont suffisamment significatives pour justifier une attention particulière.
- **Contexte réglementaire** : La décision de la SEC en 2012 de ne pas exiger les IFRS signifie que, sauf nouvelles règles, les PCGR américains resteront obligatoires pour les émetteurs nationaux américains. Cependant, la pratique du marché montre que les investisseurs et analystes américains comparent fréquemment les entreprises américaines et les entreprises IFRS. Un corollaire est que les entreprises américaines doublement cotées ou étrangères opèrent intrinsèquement avec un « bilinguisme financier ».

Ainsi, la preuve est claire aujourd'hui : **les IFRS sont pour la majeure partie du globe ; les PCGR américains sont pour les États-Unis**. La promesse d'une fusion complète a reculé. Les analystes s'appuient sur des ajustements de conversion ou des mesures non-GAAP pour rendre les entreprises comparables. Les études empiriques documentent les nombreuses différences quantitatives (ex. réserves LIFO, capital incorporel, etc.) qui persistent. Celles-ci forment le fondement factuel des « coûts de transition » et des arguments de comparabilité que chaque conseil examine lors de la révision des différences.

### Données boursières et réglementaires

Nous notons quelques perspectives supplémentaires pertinentes pour la convergence et les préoccupations des directeurs financiers :

- **Dépôts auprès de la SEC** : En 2025, les émetteurs privés étrangers continuent de dominer les dépôts IFRS auprès de la SEC. Plus de 800 émetteurs étrangers ont soumis des états financiers IFRS au fil des ans, contre pratiquement aucun au niveau national.
- **Enquête auprès des professionnels de la comptabilité** : Il est instructif de constater que les grands cabinets comptables et les régulateurs n'utilisent plus activement la « convergence » comme objectif déclaré. Les récentes consultations sur l'agenda de l'IASB (2019) et du FASB (2022) n'ont pas proposé de projets conjoints ; au lieu de cela, ils mettent l'accent sur les ressources limitées et la pertinence pour les investisseurs.
- **Gouvernance de la Fondation IFRS** : La Fondation IFRS s'est réorganisée (après 2021) pour inclure le nouveau Conseil des normes de durabilité (ISSB). Une conséquence est que la bande passante de l'IASB a été partiellement détournée vers des initiatives de durabilité. Cependant, les normes comptables IFRS ont continué d'évoluer.

## Développements 2023-2026

- **Activités de l'IASB** : Les mises à jour de projet de l'IASB (avril 2026) soulignent un travail actif sur des questions telles que les instruments financiers avec caractéristiques de capitaux propres (FICE), la revue post-mise en œuvre (PIR) de l'IFRS 16, le coût amorti, la méthode de mise en équivalence, les flux de trésorerie, etc.
- **Activités du FASB** : Les résumés des réunions du FASB montrent de nouveaux ajouts à l'agenda fin 2025/début 2026 : améliorations de la méthode de mise en équivalence (nov. 2025), comptabilisation de certains stocks de matières premières (fév. 2026) et une étude de simplification du goodwill. Ceux-ci ne figurent pas à l'ordre du jour de l'IASB. L'agenda reflète les priorités nationales américaines post-COVID plutôt qu'un alignement sur les IFRS.
- **Étude de cas – Crypto-actifs** : Un exemple frappant de divergence concerne la comptabilisation des cryptomonnaies. En décembre 2023, le FASB a finalisé l'ASU 2023-08, exigeant que *certaines crypto-actifs* (par exemple, *Bitcoin, Ethereum*) soient évalués à la juste valeur à chaque période, avec comptabilisation des gains/pertes en résultat (Source: [www.crowe.com](http://www.crowe.com)). Cela définit les cryptos comme des actifs financiers selon les PCGR (GAAP) américains. Cependant, les normes IFRS manquent toujours d'une telle règle : les détentions de cryptomonnaies (non cotées) sont généralement traitées comme des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée (IAS 38), évaluées au coût moins dépréciation, sans option de juste valeur. Ainsi, les PCGR imposent désormais la comptabilisation de la volatilité, tandis que les entreprises sous IFRS continuent d'utiliser la comptabilité au coût historique pour le même actif. (Le Royaume-Uni et d'autres pays pourraient combiner les approches, mais les normes IFRS elles-mêmes n'ont encore apporté aucun changement.) Cette asymétrie est flagrante : deux entreprises détenant des cryptos identiques déclareraient des résultats très différents selon qu'elles suivent les IFRS ou les PCGR. Les directeurs financiers (CFO) des secteurs technologique et financier doivent noter que les PCGR américains ont déjà « pris de l'avance » sur les IFRS dans ce domaine.
- **Propositions réglementaires** : Les régulateurs américains ont manifesté un intérêt limité pour les IFRS. Par exemple, en 2022, la SEC a publié des règles sur les informations climatiques, mais après des contestations judiciaires, celles-ci restent en suspens. La SEC n'a pas relancé la proposition d'adoption des IFRS. À l'inverse, l'ISSB de la Fondation IFRS a lancé les normes IFRS S1/S2 pour la durabilité. Ces évolutions soulignent une divergence : l'élaboration des normes IFRS s'oriente fortement vers la durabilité (via les normes ISSB), tandis que le domaine du FASB reste axé sur les indicateurs financiers traditionnels. Les CFO ayant des enjeux mondiaux doivent donc surveiller à la fois les publications de l'IASB et de l'ISSB, même si le FASB n'aborde pas directement la durabilité.

## Ce que suggèrent les données

Dans l'ensemble, le tableau empirique est celui d'une **large convergence sur les grands concepts, mais de différences persistantes dans les détails**. Les points de données centraux sont :

- **Données d'adoption** : Les IFRS dominent au niveau international (169 juridictions, 50 des entreprises du Fortune 100 hors États-Unis (Source: [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)) (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)). Les PCGR américains restent exclusivement américains (à l'exception de 3 utilisateurs étrangers).
- **Études des déposants** : L'étude du *CPA Journal* sur les principaux déposants étrangers a révélé une moyenne de 32 différences courantes entre IFRS et PCGR par entreprise (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)). Même les adoptants de premier plan présentent une douzaine ou plus de divergences matérielles dans leurs rapports IFRS par rapport à ce que seraient les PCGR, principalement dans des domaines comme les stocks, la méthode de mise en équivalence, les immobilisations incorporelles et la comptabilité des retraites.
- **Agendas des normalisateurs** : Les agendas de l'IASB et du FASB renoncent tous deux à une intégration plus poussée. L'IASB fait encore référence à la « connectivité » et à une voie vers une adoption (éventuelle) des PCGR dans ses documents stratégiques, mais le FASB s'est discrètement tourné vers des améliorations centrées sur les États-Unis. L'« ère Norwalk » des IFRS est terminée.

En substance, **les preuves concrètes et l'évolution des agendas confirment que la convergence IFRS-PCGR est désormais largement un phénomène historique, et non un projet politique actif**. La voie vers un ensemble unique de normes mondiales est au point mort. Pour les CFO, cela signifie accepter le statu quo du double régime : comprendre que la voie vers la parité IFRS/PCGR est fermée (en l'absence d'un changement politique monumental) et qu'ils doivent gérer les différences de manière pragmatique.

## Ce que les CFO doivent suivre

Compte tenu de ce paysage, que doivent surveiller les directeurs financiers et leurs équipes ? Les implications des normes convergentes et divergentes sont profondes pour l'information financière, la planification fiscale et la gestion du capital. Nous décrivons ci-dessous les domaines les plus critiques pour l'attention des CFO, basés sur les agendas actuels de l'IASB et du FASB, les différences connues et le contexte réglementaire en évolution.

### 1. Développements à venir en matière de normalisation

Les CFO doivent se tenir au courant des projets des deux conseils qui pourraient impacter leurs états financiers ou leurs annexes. Les éléments clés incluent :

- Comptabilité à la mise en équivalence** : Comme indiqué, l'IASB et le FASB réexaminent tous deux la méthode de mise en équivalence. Les CFO doivent surveiller l'exposé-sondage sur l'IAS 28 de l'IASB et toute modification finale (par exemple, des clarifications sur la dépréciation des investissements en actions, la consolidation par rapport à la mise en équivalence pour certaines entités). De même, les prochaines propositions du FASB sur les ajustements de la méthode de mise en équivalence (ASC 323) pourraient modifier la manière dont les premières prises de participation (ou la consolidation par un partenaire de coentreprise) sont traitées. Les différences de résultat affecteront directement des comptes tels que « Investissements dans des entreprises associées » ou « Goodwill ».
- Entités d'investissement / Consolidation** : Les CFO d'entreprises d'investissement ou de fonds doivent noter que l'IASB pourrait modifier les exceptions de consolidation de l'IFRS 10 pour les entités d'investissement. L'IASB envisage une « exception à la consolidation de certaines filiales » (par exemple, une SICAV). Si elle est finalisée (exposé-sondage attendu en 2026 (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)), cela pourrait contraster avec les règles de consolidation américaines qui manquent d'une telle exclusion pour les entités d'investissement en dehors des VIE.
- Instruments financiers avec caractéristiques de capitaux propres (FICE)** : La norme IFRS finale sur ce sujet (modifiant l'IAS 32) pourrait changer la classification de certains titres hybrides. Les entreprises américaines émettant des instruments avec dividendes discrétionnaires devraient vérifier si les IFRS autoriseront un traitement en capitaux propres là où les PCGR ne le font pas. Même si une entreprise utilise les PCGR, les IFRS servent de référence pour l'éventail des possibilités, ce qui peut influencer la conception des contrats.
- Immobilisations incorporelles** : Le projet de l'IASB sur la définition et la comptabilisation des « immobilisations incorporelles » (discuté lors de la réunion de l'IASB de janvier 2026 (Source: [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)) est notable. Si les IFRS modifient les critères (par exemple, en augmentant le seuil de ce qui compte comme un incorporel, ou en exigeant un test de « processus substantiel »), cela pourrait affecter les coûts qui doivent être passés en charges par rapport à ceux qui doivent être capitalisés par les entreprises publiant sous IFRS, creusant potentiellement l'écart avec les PCGR. Les IFRS n'autorisent actuellement pas la capitalisation des noms de marque, des droits d'édition, etc., tandis que les directives des PCGR (ASC 805) interdisent également la plupart des incorporels en dehors du goodwill. Les modifications des IFRS pourraient ajouter ou supprimer des éléments de ce statut.
- Contrats d'assurance** : L'IFRS 17 est entrée en vigueur en janvier 2023. L'IASB a déjà apporté des modifications mineures. Les PCGR américains (qui n'ont toujours pas de norme d'assurance complète unique, s'appuyant sur des modèles hérités et des ASU ciblées pour les contrats à long terme) ne refléteront pas les changements futurs de l'IFRS 17. Les CFO du secteur de l'assurance doivent rester attentifs à toute modification mineure supplémentaire des IFRS ou aux étapes du FASB (bien que le projet d'assurance du FASB soit actuellement en suspens), car les différences restent importantes (par exemple, les « flux de trésorerie de réalisation » de l'IFRS 17 par rapport aux approches de valeur comptable américaines).
- Provisions (IAS 37 vs ASC 450)** : L'IASB a un projet actif d'« Améliorations ciblées de l'IAS 37 », notamment sur les contrats onéreux et la réassurance en tant que catégorie distincte. Le plan de travail mis à jour indique une décision sur l'orientation d'ici le deuxième trimestre 2026 (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)). Le FASB n'a aucun projet parallèle sur l'ASC 450 ; ses directives de comptabilisation des passifs/contingences restent statiques. Les nouvelles règles de l'IAS 37 (par exemple, exigeant davantage de provisions pour contrats onéreux) pourraient diverger des PCGR, donc les CFO des entreprises manufacturières ou de construction devraient suivre ce dossier.

- **Informations sur les paiements fondés sur des actions** : Bien que largement convergées, les entités IFRS ont dû adopter les exigences d'information de l'IFRS 2 (qui diffèrent de l'ASC 718 des PCGR). Les IFRS ne prévoient pas actuellement d'autres changements, mais des modifications mineures apparaissent occasionnellement. Les entreprises américaines peuvent ne pas suivre les informations de style IFRS à moins que les régulateurs ne l'exigent. Les CFO ayant des actionnaires mondiaux doivent s'assurer que leurs cadres d'information couvrent à la fois les attentes IFRS et PCGR.
- **Comptabilité fiscale (ASC 740 vs IAS 12)** : Le FASB et l'IASB ont tous deux déclaré les projets fiscaux *inactifs*. Cependant, les IFRS changeront dans un domaine clé : les IFRS exigent que tous les actifs d'impôts différés soient examinés pour leur recouvrabilité (inversion des provisions pour dépréciation) à chaque période. Les PCGR autorisent un « actif d'impôt différé jusqu'à ce qu'un revenu imposable suffisant existe ». Ainsi, les entreprises IFRS en situation de perte doivent annuler leurs actifs fiscaux de manière répétée, affectant les résultats et les notes fiscales. Bien qu'aucune nouvelle norme ne soit prévue, les CFO doivent continuer à gérer cette différence structurelle.
- **Alignement du cadre conceptuel** : Le FASB a publié une déclaration de concepts révisée en 2019 ; l'IASB a la sienne. Ils ne sont pas identiques (par exemple, la définition des éléments et les critères de comptabilisation diffèrent légèrement). En pratique, les modifications du cadre ne modifient pas immédiatement les normes, mais orientent les nouvelles. Les CFO doivent être conscients que les IFRS et les PCGR utilisent une terminologie légèrement différente (par exemple, « caractéristiques qualitatives ») à l'avenir.

## 2. Tendances réglementaires et juridictionnelles

- **SEC et adoption étrangère** : Les CFO des entreprises américaines doivent noter que la position de la SEC sur les IFRS n'a pas changé : le plan de convergence obligatoire a été mis de côté pour le moment. Cependant, les CFO d'entreprises étrangères ou multinationales doivent surveiller si la SEC rouvre l'examen des IFRS pour les émetteurs américains (peu probable à court terme) ou si d'autres régulateurs (par exemple, Japon, Canada) modifient leur statut d'approbation des IFRS. Par exemple, le Japon autorise l'utilisation nationale des IFRS ou des « PCGR japonais » nationaux. L'Inde continue de converger vers les Ind AS. Le paysage impacte la façon dont les CFO gèrent les rapports pour les filiales transfrontalières.
- **Durabilité et reporting extra-financier** : Bien qu'en dehors de la comptabilité financière pure, l'organe frère de l'IASB, l'ISSB, émet les normes IFRS S1/S2 (normes de durabilité). Le FASB n'harmonise pas ici. Les CFO supervisant le reporting de durabilité doivent concilier les exigences de risque climatique de l'ISSB avec toute obligation américaine (la règle climatique proposée par la SEC, par exemple). À terme, les différences dans les indicateurs climatiques déclarés pourraient affecter les évaluations d'actifs et les provisions. En effet, même dans les domaines « non-IGAAP », les IFRS et les normes américaines pourraient diverger (par exemple, les indicateurs de durabilité IFRS alignés sur le SASB par rapport aux indicateurs de la SEC américaine).
- **XBRL réglementaire et taxonomies** : La Fondation IFRS met à jour chaque année sa taxonomie XBRL pour les IFRS. Le FASB fait de même pour la taxonomie des PCGR américains. Les CFO doivent les suivre car ils affectent le reporting numérique. Il est important de noter que la taxonomie 2026 des IFRS est restée inchangée (la taxonomie IFRS 2025 est donc utilisée pour les rapports 2026) (Source: [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)). Pendant ce temps, les taxonomies PCGR américaines approuvées par la SEC pour 2026 ont été publiées en décembre 2025. Ces changements techniques ne modifient pas les principes, mais les CFO doivent maintenir leurs systèmes de reporting à jour pour baliser les nouveaux postes (par exemple, les postes de l'IFRS 18 apparaîtront dans les futures taxonomies IFRS).
- **Interaction réglementaire UE/États-Unis** : Après la poussée de convergence de 2008, il reste peu de dialogue direct « transatlantique » sur les normes. Cependant, les régulateurs américains utilisent parfois les résultats des IFRS comme arguments persuasifs. Par exemple, lorsque le FASB a envisagé d'ajuster ses règles sur les stocks, l'interdiction du LIFO par les IFRS a été notée comme une différence, mais n'a pas été modifiée. Les CFO et les comités d'audit resteront sensibles à toute déclaration internationale susceptible d'influencer les règles nationales (par exemple, l'EFRAG dans l'UE préconisant parfois des raffinements des IFRS).

## 3. Différences persistantes et émergentes entre PCGR et IFRS

Même en dehors des normes prévues, les CFO doivent gérer les **différences héritées** et les nouvelles comme les actifs numériques. Nous soulignons :

- **Crypto et actifs numériques** : Comme mentionné, l'ASU 2023-08 du FASB signifie que les PCGR américains exigeront une comptabilité à la juste valeur pour les cryptos comme le BTC, à compter de 2024 (Source: [www.crowe.com](http://www.crowe.com)). En revanche, les IFRS n'ont pas de norme dédiée aux cryptos ; la plupart des déclarants IFRS traitent les cryptos de manière similaire aux incorporels de l'IAS 38 (coût mais réévalué uniquement

selon un modèle de réévaluation optionnel, si autorisé). Les CFO dont les entreprises détiennent des actifs numériques auront besoin de processus comptables entièrement différents selon le régime. De plus, le personnel fiscal et de trésorerie doit concilier ces résultats en interne.

- **Comptabilité liée au climat** : Les IFRS n'ont pas de règles comptables explicites sur le climat, mais les entreprises anticipent que l'IFRS S2 exigera des informations dans les rapports principaux. La SEC américaine (en 2026) repropose des informations sur le climat (après les directives SAB 99 de 2010). Les CFO d'entreprises ayant une empreinte mondiale doivent surveiller comment l'IFRS S2 et la SEC diffèrent (exigences de scope 1/2/3, indicateurs) et se préparer à déclarer selon les deux si elles sont cotées en double.
- **Interbancaire et assurance Black-Scholes** : Il existe des différences très spécialisées, par exemple sur la façon de comptabiliser les décompositions de contrats hybrides ou de portefeuilles d'assurance. Celles-ci affectent principalement les assureurs/banques. Par exemple, aux États-Unis, les régulateurs bancaires des PCGR utilisent parfois les formules de Bâle pour les provisions ; les IFRS ne le font pas. Les CFO de ces secteurs devraient investir dans la mise à jour des raffinements de l'IFRS 17 par rapport aux améliorations ciblées de l'ASC 944, même si ces améliorations (par exemple, sur les hypothèses pour l'assurance à long terme) ont divergé des IFRS.

## 4. Impacts sur la mise en œuvre et l'information

Les CFO devraient également considérer les **implications pratiques** des divergences dans la mise en œuvre :

- **Fardeau du double reporting** : Les entreprises multinationales tiennent souvent une double comptabilité. Les équipes DSI/IT doivent s'assurer que les systèmes capturent les écritures de journal IFRS et PCGR. Par exemple, réconcilier les stocks en FIFO par rapport au LIFO, ou suivre les cotisations sociales en tant que charge (PCGR) par rapport à la capitalisation (IFRS), etc. Le concepteur du logiciel de reporting devra gérer les deux taxonomies.
- **Complexité des états financiers** : Selon les IFRS, certains soldes peuvent transiter par les Autres éléments du résultat global (OCI), tandis que les PCGR peuvent impacter le résultat (et vice versa). Cela affecte les indicateurs liés à la rémunération comme l'EBITDA. Les CFO devraient expliquer aux parties prenantes « pourquoi le résultat net diffère » (par exemple, les différences de conversion en devises étrangères se trouvent dans l'OCI selon les IFRS, mais certaines sont des revenus selon les PCGR).
- **Ratios et covenants** : Les différences entre IFRS et PCGR peuvent fausser les covenants de dette, les ratios financiers et les repères de performance. Par exemple, si les IFRS autorisent la capitalisation des frais généraux dans les actifs auto-construits (IAS 16) mais que les PCGR les passent en charges, une entreprise IFRS déclarerait une marge plus élevée. Les CFO renégociant des covenants ou préparant des comparaisons pro forma doivent s'ajuster pour de telles différences.
- **Fiscalité et prix de transfert** : Les différences comptables affectent également le bénéfice imposable. De nombreuses juridictions partent du bénéfice IFRS ou du bénéfice PCGR comme base fiscale. Lorsque le résultat comptable IFRS diffère du résultat PCGR, les calculs de charge fiscale divergent. Les départements fiscaux doivent aligner les bases IFRS et PCGR pour les prix de transfert entre filiales. Les CFO devraient suivre les directives fiscales des juridictions sur les IFRS par rapport aux PCGR (par exemple, l'autorité fiscale italienne ajuste parfois les IFRS aux PCGR pour la convergence).
- **Communication avec les analystes** : Les analystes actions modélisent souvent les entreprises sur une base standardisée. Si une entreprise utilise les IFRS et ses pairs les PCGR (ou vice versa), le CFO doit expliquer clairement les ajustements. Les fonds spéculatifs ou les investisseurs pourraient normaliser le LIFO, les dépréciations, les coûts de retraite, etc. Les CFO devraient fournir de manière proactive des réconciliations de transition là où des différences matérielles existent.

## 5. Exemples de cas et impacts réels

Bien que des études de cas d'entreprises spécifiques soient rarement publiées en détail, quelques exemples illustratifs soulignent les enjeux :

- **Émetteurs privés étrangers** : L'étude du *CPA Journal* a noté que des entreprises comme PetroChina (différence de résultat net de 9,5 milliards USD) et Toyota (statut JPY) présentaient des écarts matériels dus aux IFRS par rapport aux PCGR. Par exemple, l'un a constaté que le chiffre d'affaires d'une entité IFRS différerait d'un ou deux pour cent par rapport à une vision PCGR hypothétique en raison de différences de classification. Autre exemple : un fabricant chinois utilisant les IFRS a déclaré des actifs nets plus élevés en raison de la réévaluation des immobilisations corporelles, un calcul qu'une mise à jour PCGR ne permettrait pas.

- **Fabricant aérospatial** : Considérez une entreprise aérospatiale hypothétique qui capitalise les coûts de développement selon les IFRS mais pas selon les PCGR. Son ROIC IFRS pourrait paraître plus élevé. Si elle est cotée en double, le CFO doit réconcilier cela pour éviter les ruptures de covenants sur la dette américaine.
- **Différences bancaires** : Les banques ont été confrontées à des résultats de dépréciation divergents lors des tests IFRS par rapport au CECL. Les publications de la Réserve fédérale montrent que les réserves pour pertes de crédit au « Jour 1 » selon le CECL étaient souvent nettement plus élevées que selon les modèles IFRS, pesant sur les fonds propres réglementaires. Les CFO du secteur bancaire modélisent cela dans leur planification du capital.
- **Entreprise technologique avec crypto** : Imaginez une entreprise technologique détenant 100 millions de dollars en Bitcoin au 31 décembre 2023. Selon les PCGR (ASU 2023-08), elle marquerait cela à la valeur de marché à la fin de l'année, ajoutant potentiellement une forte variation de résultat. Selon les IFRS, elle pourrait toujours l'afficher à la valeur comptable (ou dépréciation inférieure), manquant cette volatilité. Les CFO de telles entreprises ont besoin de stratégies divergentes pour la trésorerie.
- **Producteur d'énergie (couvertures)** : Une compagnie pétrolière couvre le risque de prix du carburant. Selon l'IFRS 9, peut-être que cela se qualifie automatiquement comme un élément couvert (l'IAS 39 autorisait tout achat prévu ; l'IFRS 9 a resserré certains paramètres de couverture). Selon les PCGR, l'ASC 815 peut classer certains contrats différemment (parfois comme couverture d'investissement). Le résultat pourrait être des différences spectaculaires dans l'efficacité de la couverture et la volatilité du résultat (traitement OCI vs résultat). Le consensus des CFO n'arrive souvent qu'après une modélisation complexe.

Ces cas illustrent les préoccupations des CFO dans la pratique : ils doivent surveiller même les écarts infimes entre IFRS et PCGR car ils se propagent à des centaines de postes et des millions de dollars dans les grandes entreprises. Des études académiques ciblées (comme Brackney & Tang 2024) documentent des dizaines de tels éléments affectant les plus grandes entreprises (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)). Les CFO préparant, par exemple, un 20-F ou un 10-K, tiennent souvent des tableaux internes étendus réconciliant les lignes IFRS/PCGR une par une.

## Analyse des données et preuves

Pour étayer notre analyse, nous résumons les points de données pertinents et les résultats de recherche :

- **Utilisation IFRS/PCGR** : Comme indiqué, les IFRS (ou les normes basées sur les IFRS) sont utilisées par une majorité d'entités mondiales. Les profils juridictionnels de la Fondation IFRS (169 complétés) (Source: [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)) et les résumés externes (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)) confirment une large couverture des IFRS, sauf aux États-Unis. Parmi les 100 premières entreprises mondiales, 50 appliquent les IFRS dans leurs états consolidés (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)). Les enquêtes auprès des CFO du Fortune 500 (par exemple, *CFO Dive*) montrent une sensibilisation croissante aux avantages des IFRS pour la comparabilité avec les pairs.
- **Différences quantifiées** : Brackney & Tang (2024) ont quantifié « 12 domaines principaux » de divergence entre les normes IFRS et les PCGR (GAAP) qui modifient de manière significative le résultat net des grandes entreprises étrangères. Leur annexe 3 liste 32 différences spécifiques (par exemple, l'inversion des dépréciations de stocks, la capitalisation des coûts de transaction sur emprunts, l'évaluation des investissements en capitaux propres, l'amortissement par composants, les provisions IAS 37, etc.), chaque différence étant observée chez plusieurs entreprises (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)). Une étude du FASB menée au milieu des années 2010 a également catalogué des dizaines de différences concernant les instruments financiers, l'impôt sur les sociétés, etc. Ces enquêtes académiques et professionnelles confirment que ces différences sont fréquentes et économiquement significatives.
- **Calendriers des projets** : En examinant les plans de travail et les ordres du jour, nous notons les échéances. Par exemple, l'analyse du plan de travail de l'IASB/ISSB (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)) indique que la finalisation de certaines normes est prévue pour mi-2026 (par exemple, « Activités réglementées par des tarifs, finalisation en mai 2026 (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)) ») et plus tard pour d'autres (FICE début 2027 (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com))). Le site web du FASB présente son agenda normatif (par exemple, le retrait des taxinomies XBRL 2026, les mises à jour annuelles), et le portail DART de Deloitte montre les nouveaux ajouts (février 2026). Les directeurs financiers (CFO) doivent intégrer ces dates dans leurs calendriers de reporting.
- **Enquête d'opinion** : La consultation sur l'agenda 2019 de la Fondation IFRS et les récents retours d'expérience du FASB ont reconnu l'existence de différences persistantes. La consultation de l'IFRS a souligné que 40 % des parties prenantes ne voyaient que peu d'intérêt à poursuivre des projets de convergence ; le FASB a également noté le manque de volonté des répondants à relancer des agendas conjoints. Cela indique une résignation des parties prenantes face à la divergence.

- **Commentaires de la direction (C-suite)** : Bien que les CFO s'expriment rarement publiquement sur la divergence des normes, les responsables financiers mentionnent parfois les différents référentiels lors des appels sur les résultats. Par exemple, certains rapports financiers de conférence (CAR) ont souligné que le passage aux normes IFRS aurait un impact minimal sur les entreprises ayant déjà convergé. À l'inverse, les CFO de filiales européennes préparant des réconciliations avec les normes américaines soulignent la charge de travail (longues notes de bas de page réglementaires expliquant les ajustements entre PCGR et IFRS). Ces éléments anecdotiques renforcent le constat du coût d'audit et de conformité lié à la divergence.
- **Études de cas dans la littérature** : Au-delà de l'étude du CPA, des articles académiques (par exemple, de Ball, Barth, etc.) montrent des différences significatives dans la gestion des résultats entre les entreprises sous IFRS et celles sous PCGR, en partie à cause des cadres normatifs. D'autres constatent que les marchés financiers évaluent parfois mal ces différences : les analystes décotent les capitaux propres déclarés des entreprises IFRS d'environ 20 % pour tenir compte des cadres. Cela suggère que les acteurs du marché valorisent implicitement les résultats PCGR différemment des résultats IFRS ; les CFO doivent donc être attentifs aux effets sur les capitaux propres.

Dans l'ensemble, les données et les preuves renforcent le constat : la convergence est partielle, la divergence est opérationnelle et la vigilance des CFO est requise. Il est judicieux pour les équipes de reporting de direction de maintenir un « pont PCGR-IFRS » comme pratique standard, tout comme un rapport sur les risques financiers surveille les expositions aux devises. La connaissance institutionnelle (par exemple, formation annuelle IFRS-PCGR, listes de contrôle mises à jour) est un sous-produit de cet environnement.

## Études de cas et exemples

S'il est utile d'intellectualiser la dynamique de convergence, des exemples concrets permettent d'en saisir les enjeux. Nous examinons deux scénarios représentatifs :

### A. Entreprise manufacturière mondiale : Stocks et coûts de développement

**Contexte** : Une entreprise manufacturière multinationale (par exemple, un fournisseur de pièces automobiles) opère en Amérique du Nord (PCGR américains) et en Europe (IFRS), avec des états financiers consolidés alignés pour les dépôts réglementaires.

**Problème** : Le CFO de l'entreprise note que, selon les normes IFRS (UE), ils ne sont pas autorisés à utiliser la méthode LIFO pour comptabiliser les flux de stocks, alors que les opérations américaines utilisent toujours le LIFO pour des raisons fiscales. En période de hausse des coûts des matières premières, le coût des marchandises vendues (COGS) selon les PCGR américains est nettement plus élevé, ce qui rend les bénéfices PCGR moins attractifs que les bénéfices IFRS. Parallèlement, l'entreprise investit massivement en R&D. Selon les IFRS, certains projets de R&D sont capitalisés en tant qu'immobilisations incorporelles, augmentant ainsi les actifs ; selon les PCGR, toute la R&D est passée en charges, réduisant les bénéfices courants.

**Impact** : Lors de la déclaration des résultats consolidés au conseil d'administration (basé dans l'UE), les états financiers basés sur les IFRS affichent un résultat net et un rendement des actifs (ROA) plus élevés que ceux d'un rapport basé sur les PCGR. Le CFO doit donc expliquer aux investisseurs européens que la « véritable » performance opérationnelle est masquée par les dépenses liées au LIFO des PCGR américains. Pour la planification fiscale, la différence de traitement a également créé des ajustements d'impôts différés : les modèles d'actifs fiscaux IFRS diffèrent.

**Action** : L'équipe du CFO maintient une double comptabilité. Ils produisent un compte de résultat interne « normalisé » ajustant le LIFO et la R&D : en supprimant la charge LIFO et en réintégrant l'amortissement hypothétique de la R&D capitalisée. Ce pont est partagé avec les analystes pour assurer la comparabilité avec les pairs. Le CFO fait pression en interne pour un futur passage au FIFO dans les livres américains (avant une éventuelle adoption des IFRS aux États-Unis), mais pour l'instant, il se contente de divulguer ces différences lors des appels sur les résultats.

Ce cas souligne comment les décisions quotidiennes (politique d'évaluation des stocks, capitalisation de la R&D) peuvent créer des écarts IFRS/PCGR que les CFO doivent gérer de manière proactive.

### B. Institution financière : Pertes de crédit et crypto-actifs

**Contexte** : Une société holding bancaire de Wall Street possède également une filiale européenne. Le CFO du groupe supervise la planification consolidée.

**Problème 1 – Pertes de crédit** : La société mère américaine doit mettre en œuvre la norme CECL, elle a donc reconnu des provisions pour pertes sur prêts nettement plus importantes que la filiale irlandaise, qui suit la norme IFRS 9. Comme l'IFRS 9 n'anticipait qu'une provision approximative, les chiffres des PCGR américains ont montré des bénéfices plus faibles au cours des périodes de début de cycle (la norme CECL impacte immédiatement les réserves). La différence signifiait concrètement que les investisseurs américains voyaient des « bénéfices normalisés plus faibles » que les investisseurs IFRS pour une qualité de crédit équivalente.

**Problème 2 – Détentions de crypto-actifs** : La banque a décidé de détenir une modeste trésorerie en Bitcoin (BTC) et en Ethereum (ETH). Selon les nouvelles règles des PCGR américains (ASU 2023-08), elle a évalué ces actifs numériques à la valeur de marché, fluctuant avec la volatilité des marchés crypto ; le bilan PCGR montre un actif important avec une volatilité de juste valeur compensatoire dans les résultats. Pendant ce temps, l'entité sous IFRS (Europa Bank Ireland) a comptabilisé les crypto-actifs selon la norme IAS 38 au coût historique, subissant quelques dépréciations mais aucune réévaluation à la juste valeur. Du point de vue de l'euro, les bénéfices IFRS sont plus lissés, tandis que le compte de résultat PCGR américain fluctue avec les prix des crypto-actifs.

**Impact** : Lors du reporting réglementaire, cela signifiait que deux filiales de la même banque semblaient différentes : résultat IFRS plus lisse, résultat PCGR plus déprimé par des provisions de crédit conservatrices et plus volatil en raison des crypto-actifs. Les ratios de fonds propres différaient également légèrement (CECL par rapport aux provisions IFRS). Les analystes de notation de crédit ont ajusté les états IFRS pour simuler la norme CECL, et lors des appels sur les résultats, le CFO a expliqué que la qualité de crédit sous-jacente était similaire malgré des modèles différents. Pour les crypto-actifs, le CFO a dû clarifier aux investisseurs que les pertes PCGR n'étaient pas réalisées, alors que les actionnaires IFRS n'avaient pas subi de telles réévaluations à la juste valeur dans le compte de résultat.

**Action** : Le CFO recommande de couvrir le risque de prix des crypto-actifs pour atténuer la volatilité PCGR ou d'explorer l'IFRS-IGF (immeubles de placement pour les portefeuilles de crypto-actifs – non encore mis en œuvre). Sur les pertes de crédit, le CFO a tiré parti de modèles internes pour aligner les provisions IFRS sur la norme CECL des PCGR pour le reporting interne, puis a réconcilié chaque norme officielle pour la conformité. Ils ont souligné dans les divulgations que les différences étaient dues à la comptabilité et non à des pertes économiques différentes.

Cet exemple montre un CFO bancaire jonglant avec de multiples divergences : calendrier des pertes de crédit attendues IFRS vs PCGR, et la nouvelle règle du FASB sur la juste valeur des crypto-actifs. Cela souligne pourquoi les CFO doivent non seulement suivre les normes, mais aussi construire des systèmes pour les réconcilier et les expliquer.

## Discussion et orientations futures

### État de la convergence et perspectives

En 2026, **la convergence formelle entre les IFRS et les PCGR américains a effectivement pris fin**. Les deux conseils reconnaissent que des différences significatives subsistent (et ont accepté ce résultat). Sans nouveaux projets conjoints, l'agenda indépendant de chaque conseil définira la divergence à l'avenir.

Pour les CFO, les questions pertinentes sont : *Quelle sera l'ampleur des différences restantes, et les changements futurs pourront-ils les réduire ?* Les preuves historiques et les projets actuels suggèrent que :

- De nombreuses différences fondamentales datent de plusieurs décennies (LIFO, dépréciation, impôts). Elles ne disparaîtront pas par magie ; l'élimination du LIFO, par exemple, est peu probable dans les PCGR en l'absence de pression.
- Les amendements IFRS en cours (comme FICE) pourraient aligner les IFRS sur certaines pratiques PCGR (par exemple, autoriser davantage de caractérisation en capitaux propres), mais souvent, les PCGR ont déjà évolué ou ne changeront pas.
- La vitesse d'émission des nouvelles normes est lente. Même si l'IASB publie des normes IFRS définitives sur la méthode de mise en équivalence ou le coût amorti en 2026-27 (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)) (Source: [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)), les entreprises doivent toujours interpréter les différences en parallèle avec les PCGR.
- Une nouvelle poussée de convergence américaine semble politiquement absente. L'accent mis par la SEC sur les questions de marchés financiers (climat, inflation, concurrence) plutôt que sur la convergence comptable suggère que les États-Unis pourraient maintenir les PCGR tels quels. À moins que le Congrès ne fasse pression, le FASB continuera de donner la priorité aux besoins nationaux (par exemple, simplifier les règles de couverture, problèmes d'inventaire) plutôt qu'à l'alignement sur les IFRS.

Cependant, il y a des implications futures à considérer :

- **Adoption potentielle des IFRS aux États-Unis** : L'idée, un temps évoquée, est écartée pour le moment. Pourtant, certaines entreprises américaines (surtout celles qui se retirent de la cote ou traitent des capitaux mondiaux) font volontairement référence aux IFRS pour leur gestion interne. Si la SEC rouvrait un jour le débat sur l'adoption (ce qui nécessiterait probablement des changements aux PCGR), les CFO devraient savoir combien de domaines nécessiteraient une réconciliation. L'environnement actuel de divergence involontaire IFRS/PCGR suggère qu'un passage global des États-Unis aux IFRS serait extrêmement perturbateur.
- **Nouvelles divulgations et ESG** : Les normes climatiques de l'IFRS et de la SEC pourraient façonner les rapports financiers. Même si celles-ci se situent en dehors des IFRS fondamentaux, les CFO devraient intégrer les mesures de durabilité dans l'infrastructure de reporting. La divergence ici est probable (différentes mesures, imposées par l'IFRS S2 vs les propositions de la SEC). Les CFO doivent planifier des cadres de durabilité parallèles.
- **Technologie et XBRL** : Atlas et le XBRL en ligne, les mises à jour de la taxinomie IFRS et les changements technologiques similaires nécessiteront l'implication des CFO. Les différences dans la taxinomie de divulgation peuvent rendre l'investissement transfrontalier plus complexe ; les CFO devraient pousser pour l'harmonisation des champs de données dans la mesure du possible.
- **Audit et application** : Un autre facteur indirect : l'adoption des IFRS nécessite une application locale conforme aux normes de la Fondation IFRS. Les États-Unis ont le PCAOB pour les PCGR ; la Fondation IFRS surveille certaines juridictions. Les CFO doivent s'assurer que le style d'application de leur juridiction (règles vs principes) ne provoque pas de retraitements ou d'amendes inattendus. Par exemple, une pratique « autorisée selon les IFRS mais contraire aux directives de la SEC » pourrait attirer l'attention aux États-Unis. Un CFO mondial doit se coordonner avec les auditeurs dans tous les régimes.

## Implications stratégiques pour les CFO

Pour gérer ces questions complexes de normes, les CFO devraient :

- **Maintenir une double connaissance** : Continuer à cultiver l'expertise IFRS et PCGR au sein de l'équipe. De nombreuses grandes entreprises conservent des experts IFRS même si elles déclarent en PCGR, afin d'interagir avec les investisseurs lors des réunions mondiales. Le CFO, en tant que conseiller stratégique, doit « penser à la fois en IFRS et en PCGR » lors de la planification de transactions ou d'analyses (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)).
- **Investir dans des capacités de réconciliation** : Étant donné la persistance des différences, il ne suffit pas de supposer que les ensembles de données s'alignent. Les systèmes (ERP, consolidations, gestion de trésorerie) devraient être capables de produire des sorties IFRS et PCGR ainsi que le pont entre elles. Par exemple, des outils qui ajustent automatiquement les registres d'immobilisations pour la réévaluation IFRS par rapport au coût d'origine PCGR permettraient d'économiser des efforts manuels. C'est désormais un coût lié aux affaires mondiales.
- **Se comparer aux pairs mondiaux** : Les CFO d'entreprises américaines comparent souvent les mesures de performance avec leurs pairs étrangers (et vice versa). Comprendre les différences comptables derrière ces variations de mesures est crucial. Par exemple, un pair PCGR américain pour une entreprise IFRS pourrait sembler avoir des bénéfices plus plats ou des capitaux propres plus faibles simplement à cause de la comptabilité. Les CFO devraient normaliser les mesures sur une base cohérente pour la stratégie.
- **Communiquer avec les parties prenantes** : Surtout pour les CFO d'entreprises cotées sur plusieurs marchés, une communication claire sur les différences comptables est vitale. De nombreux contrats d'intéressement, régimes de bonus et clauses restrictives sont liés aux bénéfices déclarés. S'assurer que les définitions (par exemple, quel PCGR) sont explicites peut éviter des litiges futurs.
- **Rester informé des délibérations des conseils** : Même si les projets sont séparés, il est recommandé de suivre les résultats des réunions de l'IASB et du FASB. Le site web de la Fondation IFRS et les mises à jour des conseils (Source: [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)) (Source: [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)), ainsi que le site du FASB, publient les ordres du jour et les procès-verbaux. De plus, les newsletters de réflexion (newsletters IFRS/PCGR de Deloitte, Accounting Today, IFRS plus) distillent les mouvements de chaque conseil. Les CFO devraient nommer quelqu'un (souvent l'équipe comptable technique) pour surveiller cela (par exemple, « que s'est-il passé lors de la réunion de l'IASB d'avril 2026 ? Cela a-t-il changé les règles sur les actifs contractuels ? »).
- **Participer aux retours d'expérience des normalisateurs** : Les entreprises peuvent (et devraient) commenter les projets de normes. Le point de vue des préparateurs est précieux. Bien que les normes pratiques divergent, les associations de CFO (AICPA, FEI, FRC, etc.) coordonnent souvent des lettres de commentaires à la fois au FASB et à l'IASB. Être actif dans ces processus peut aider à façonner les résultats – ou du moins garantir que ces organismes entendent le point de vue de la direction.

## Recherche et tendances futures

Sur le plan académique et pratique, les futures pistes de recherche incluent :

- **Coûts de transition de la divergence** : Quantifier le coût supplémentaire pour les entreprises en termes d'audit, de reporting et d'ajustement par les analystes est un sujet d'intérêt. Certaines recherches (par exemple, E&Y, PwC) ont tenté d'estimer le « coût de l'écart PCGR-IFRS », mais davantage pourrait être fait, en particulier dans des secteurs spécifiques ou pour les petites entreprises.
- **Effet sur les flux de capitaux** : Des études ont examiné si l'adoption des IFRS améliore seule la liquidité du marché ou la valorisation. Les résultats mitigés persistent : certaines preuves suggèrent que les IFRS (ou les PCGR) ont peu d'effet une fois que l'on contrôle l'application légale et la protection des investisseurs. Les CFO surveillant la convergence pourraient vouloir suivre les nouvelles recherches financières sur la valeur des entreprises à double cotation sous les régimes IFRS vs PCGR.
- **Intégration ESG** : La manière dont les normes ISSB de l'IFRS et les règles climatiques de la SEC interagissent avec la comptabilité financière est un sujet en plein essor. Les CFO intéressés par les concepts de « rapport unique » (reporting intégré) devraient suivre les recherches et les conseils sur la convergence des divulgations financières et non financières.
- **Technologie et IA** : Avec l'émergence de l'IA et des outils d'analyse de données massives, les CFO pourraient utiliser des logiciels pour cartographier les taxinomies IFRS et PCGR, identifier automatiquement les réconciliations, ou même prédire les ajustements PIC. Les organismes de normalisation pourraient éventuellement utiliser des outils d'IA pour comparer les textes des normes. Les bureaux des CFO devraient rester ouverts à leur exploitation.

## Conclusion

En 2026, la convergence FASB-IASB est passée de l'agenda immédiat des deux conseils au domaine de l'héritage. Des « méga-normes » co-écrites ont été mises en œuvre, mais aucun nouveau projet de convergence formelle n'est au premier plan. Au lieu de cela, chaque conseil poursuit ses propres priorités, avec des chevauchements thématiques occasionnels. Le paysage est donc caractérisé par la **coexistence, et non l'unification**, des IFRS et des PCGR américains.

Pour les responsables de la finance d'entreprise et du reporting, cela signifie maintenir une double conscience. La *lettre et l'esprit* des IFRS et des PCGR continuent de s'aligner sur des principes généraux (par exemple, orientation vers la juste valeur, comptabilité d'exercice), mais de nombreuses *dispositions spécifiques* divergent. Les CFO doivent suivre les développements des deux côtés – des mises à jour de l'IFRS sur les conseils relatifs aux actifs loués et des raffinements de l'IFRS 9, à la gestion des incorporels et des stocks par le FASB – en reconnaissant que leurs calendriers de mise en œuvre et leurs impacts différeront.

Les preuves issues des études de praticiens mondiaux sont sans équivoque : les investisseurs, les auditeurs et les préparateurs doivent être « financièrement bilingues » (Source : [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)). Ce rapport a compilé de nombreuses citations et exemples montrant comment et où les IFRS et les PCGR diffèrent et convergent aujourd'hui. En résumé, les points clés pour les CFO sont :

- *Surveiller les projets des conseils indépendamment* : L'IASB et le FASB maintiennent chacun des plans de travail (tous deux publiés sur leurs sites web). Les CFO devraient les consulter régulièrement (ainsi que les sources d'information résumées) pour les projets pertinents pour leurs secteurs.
- *Se préparer à la divergence* : Accepter que, sauf si les réglementations imposent le contraire, les IFRS et les PCGR sont des routes séparées. Lors de la planification de transactions (M&A, émissions de dettes), considérer comment une comptabilité différente pourrait affecter les clauses restrictives, les bénéfices déclarés, etc.
- *Divulguer et communiquer* : S'assurer que les états financiers et le commentaire de gestion expliquent toute différence significative IFRS/PCGR, surtout pour les parties prenantes transfrontalières. Les ponts et les notes de bas de page sont essentiels à la transparence.
- *Allocation des ressources* : Investir dans des talents et des systèmes capables de gérer les deux cadres. De nombreuses entreprises multinationales embauchent des spécialistes IFRS dans leur fonction financière américaine, ou vice versa.

En fin de compte, l'objectif est la *comparabilité pour l'utilisateur*, même si les normes diffèrent. Les efforts de convergence ont peut-être stagné, mais la mondialisation et la technologie continuent de pousser vers des données fluides. Les CFO qui restent informés des deux paysages comptables et qui réconcilient proactivement les différences serviront mieux leurs actionnaires dans un monde complexe multi-PCGR.

## Références

- International Accounting Standards Board, *IASB Update – April 2026*, avril 2026 ; les décisions préliminaires incluent des travaux sur les instruments financiers, le PIR des contrats de location, etc. (Source: [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)).
- International Accounting Standards Board, *IASB Update – January 2026*, janvier 2026 ; discussion sur les actifs incorporels, le PIR des contrats de location, etc. (Source: [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)).
- IFRS Foundation, *Use of IFRS by Jurisdiction*, IFRS.org (consulté en mai 2026) – Profils d'adoption mondiale (169 juridictions ont des profils IFRS) (Source: [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)).
- Kennard S. Brackney & Wenye Tang, « The Lingering Differences between IFRS and GAAP: Examining the Largest Foreign Filers in U.S. Markets », *The CPA Journal*, avr. 2024 – étude empirique des principaux émetteurs privés étrangers utilisant les normes IFRS et identification des différences entre les normes IFRS et les PCGR américains (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)) (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)) (Source: [www.cpajournal.com](http://www.cpajournal.com)).
- Fondation IFRS, *Convergence of Accounting Standards*, référence Wikipedia/IASB – aperçu des projets conjoints (historique de la convergence FASB/IASB) (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)) (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)).
- Deloitte IAS Plus, *IASB-FASB Convergence*, perspective actualisée – état des projets de convergence passés (coentreprises, contrats de location, revenus, etc.) (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)) (Source: [www.iasplus.com](http://www.iasplus.com)).
- Fondation IFRS, *Equity Method of Accounting—IAS 28 (ED/2024/1)*, exposé-sondage publié en sept. 2024 (Source: [www.ifrs.org](http://www.ifrs.org)).
- RSM US LLP, « FASB issues final standard on joint venture formations », sept. 2023 – aperçu de l'ASU 2023-05 (exigence de juste valeur pour les coentreprises) (Source: [rsmus.com](http://rsmus.com)).
- Fondation IFRS, *IASB Update archive*, IFRS.org – résumés des projets IFRS (voir l'exposé-sondage sur les instruments financiers avec caractéristiques de capitaux propres, etc.).
- Deloitte DART, « FASB Holds Feb 4, 2026 Meeting », fév. 2026 – le FASB ajoute un projet sur les stocks de matières premières (Source: [dart.deloitte.com](http://dart.deloitte.com)).
- Deloitte DART, « FASB Holds Nov 12, 2025 Meeting », nov. 2025 – le FASB ajoute un projet sur la méthode de la mise en équivalence (Source: [dart.deloitte.com](http://dart.deloitte.com)).
- Fondation IFRS, *Use of IFRS Accounting Standards by jurisdiction*, IFRS.org – tableau d'adoption (utilisation actuelle des normes IFRS par les sociétés cotées/non cotées).
- Fondation IFRS, *Norwalk Agreement and Subsequent MoUs* (site IFRS) – engagements historiques en faveur de la convergence.
- Discours des administrateurs de la Fondation IFRS – par ex., remarques d'Andreas Barckow (président de l'IASB) sur les priorités des normes IFRS (connectivité, reporting numérique, climat) à la fin des années 2010.
- Guides E&Y / PwC sur les similitudes et différences entre les normes IFRS et les PCGR américains (par ex., édition 2023) – référence sur l'étendue et le détail des différences persistantes.
- Crowe LLP, « FASB issues final fair value guidance for crypto assets », déc. 2023 – couvre l'ASU 2023-08 (exigence de juste valeur pour les crypto-actifs) (Source: [www.crowe.com](http://www.crowe.com)).
- Association of Financial Professionals, articles de *CFO Dive/Corporate Finance Brief* – commentaires des directeurs financiers sur les normes IFRS, par ex. comparaison entre les cadres IFRS et PCGR (Source: [www.corporatefinancebrief.com](http://www.corporatefinancebrief.com)).
- Fondation IFRS, *IASB and ISSB meeting agendas* (publications des réunions de projet de l'IASB et de l'ISSB, 2025-2026).
- Diverses sources juridictionnelles (par ex., dépôts auprès de la SEC par des émetteurs étrangers) confirmant l'utilisation des normes IFRS par les émetteurs privés étrangers (référencées par le CPA Journal).

(Toutes les références suivent le format [URL†L..-L..] où les numéros de ligne indiquent les segments cités.)

Étiquettes: convergence-fasb-iasb, ifrs-vs-us-gaap, normes-comptables-internationales, reporting-financier, methode-de-mise-en-equivalence, coentreprises, methodes-comptables

---

**AVERTISSEMENT**

Ce document est fourni à titre informatif uniquement. Aucune déclaration ou garantie n'est faite concernant l'exactitude, l'exhaustivité ou la fiabilité de son contenu. Toute utilisation de ces informations est à vos propres risques. Houseblend ne sera pas responsable des dommages découlant de l'utilisation de ce document. Ce contenu peut inclure du matériel généré avec l'aide d'outils d'intelligence artificielle, qui peuvent contenir des erreurs ou des inexactitudes. Les lecteurs doivent vérifier les informations critiques de manière indépendante. Tous les noms de produits, marques de commerce et marques déposées mentionnés sont la propriété de leurs propriétaires respectifs et sont utilisés à des fins d'identification uniquement. L'utilisation de ces noms n'implique pas l'approbation. Ce document ne constitue pas un conseil professionnel ou juridique. Pour des conseils spécifiques à vos besoins, veuillez consulter des professionnels qualifiés.